



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SÉCURITÉ (ESC)

Sous-commission des relations
économiques transatlantiques
(ESCTER)

LA CRISE DU GOLFE ET LES MARCHÉS MONDIAUX DE L'ÉNERGIE

Rapport

Faik OZTRAK (Turquie)
Rapporteur f.f.

034 ESCTER 20 F rev.1 fin | Original : français | 20 nov. 2020

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	LES TENDANCES DU MARCHÉ MONDIAL DE L'ÉNERGIE ET LE FOSSÉ	1
III.	LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LE GOLFE	3
IV.	DIVISIONS POLITIQUES ET MENACES POUR LA SECURITE DANS LE GOLFE	4
V.	IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA RÉCONCILIATION D'ISRAËL AVEC LES ÉMIRATS ARABES UNIS ET LE BAHREÏN	7
VI.	LES ÉTATS-UNIS ET LE GOLFE : PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET TENSIONS SUR LE MARCHÉ DE L'ÉNERGIE.....	9
VII.	L'EUROPE ET LE GOLFE	10
VIII.	LA RUSSIE, LA CHINE ET LE GOLFE	12
IX.	L'OTAN : SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ET DIALOGUE AVEC LE GOLFE	14
X.	LA PANDÉMIE DE COVID-19	17
XI.	CONCLUSIONS	21
	BIBLIOGRAPHIE	23

I. INTRODUCTION

1. Le Golfe, comme d'autres régions du Moyen-Orient, représente à la fois une source de frictions et de coopération entre l'Europe et les États-Unis. Il reflète des intérêts convergents et divergents dans la région, mais il est également emblématique des changements plus durables en cours dans l'ensemble du système international. Les États-Unis, par exemple, ont un rôle essentiel à jouer dans le maintien d'un équilibre des pouvoirs dans la zone Pacifique et cette délicate obligation les limite vraisemblablement dans leur engagement envers le Golfe. L'Europe, quant à elle, tente de renforcer ses liens économiques avec cette région et est potentiellement plus directement affectée que les États-Unis lorsque l'instabilité dans le Golfe s'intensifie. L'accroissement des tensions entre les États-Unis et l'Iran a révélé un certain degré de vulnérabilité de l'Europe lorsqu'émerge un conflit dans la région. Les actes de sabotage dans et aux alentours du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 20 % du pétrole et un quart du gaz naturel liquéfié (GNL) de la consommation mondiale, ou encore les attaques de missiles sur des infrastructures énergétiques critiques ont des conséquences immédiates sur la sécurité énergétique européenne, mais l'Europe n'y dispose que d'une influence militaire limitée et a encore besoin de ses partenaires, qu'ils soient américains ou des pays du Golfe, pour s'assurer que des structures sont bien en place pour réduire les risques et renforcer la sécurité. Cette coopération n'est seulement possible tant que les intérêts communs l'emportent sur les intérêts conflictuels, et sous réserve qu'un dialogue transatlantique global sur le Golfe soit poursuivi, ce qui n'est pas toujours facile, même si toutes les parties ne cessent de reconnaître la nécessité d'un engagement continu.

2. En fin de compte, les intérêts américains et européens dans le Golfe coïncident souvent et les arguments en faveur de la poursuite des partenariats dans cette région sont éloquentes. Ce rapport se concentrera principalement sur la dimension énergétique de ces intérêts communs, mais il examinera également le contexte stratégique plus large dans lequel les questions énergétiques liées au Golfe doivent s'inscrire.

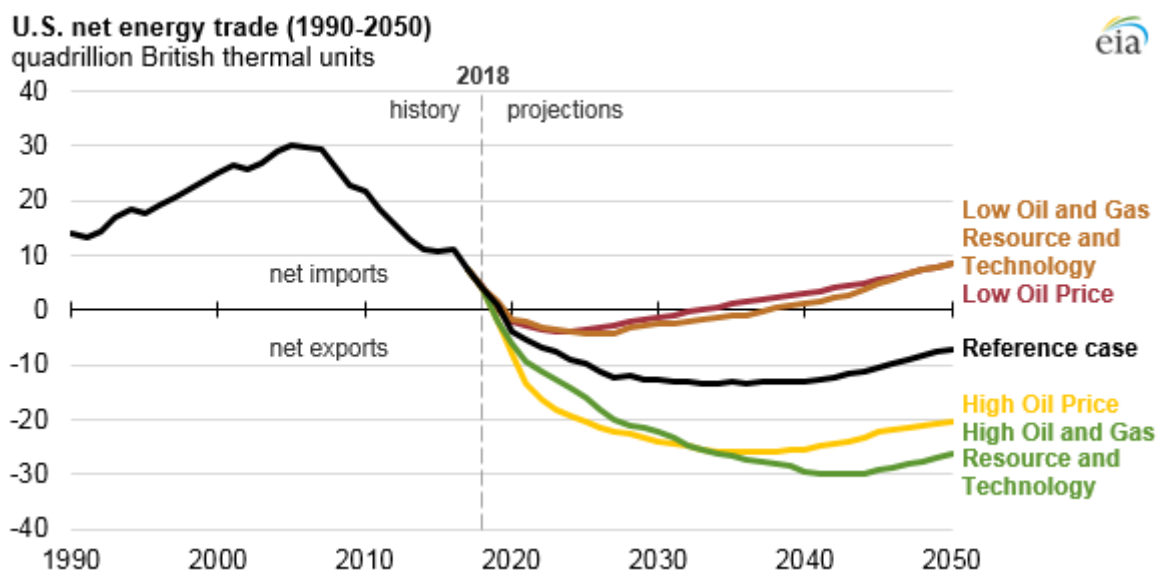
II. LES TENDANCES DU MARCHÉ MONDIAL DE L'ÉNERGIE ET LE GOLFE

3. Les États arabes du Golfe ont longtemps constitué le pivot du système énergétique mondial et, ce n'est pas un hasard, ceux-ci comptent parmi les pays les plus riches du monde, du moins en termes de revenu par habitant. Selon une étude de BP de 2016, les six pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) détiennent collectivement 29 % des réserves mondiales de pétrole et 22 % des réserves de gaz. Ces mêmes États représentent également 23 % de la production mondiale de pétrole brut et 11 % de celle de gaz naturel. En 2018, les principaux producteurs de la région - dont l'Iran - se classaient comme suit en termes de production : Arabie saoudite - 12,3 millions de barils par jour (mbj) ; Iran - 4,7 mbj ; Iraq - 4,6 mbj ; Émirats arabes unis (EAU) - 3,9 mbj ; Koweït - 3,0 mbj ; et Qatar - 1,9 mbj (Rapier, 2020). L'Arabie saoudite, les EAU et le Koweït sont également classés parmi les dix premiers plus gros producteurs de pétrole au monde.

4. Les marchés de l'énergie sont devenus très volatils. La principale évolution de la dernière décennie a été l'adoption de technologies de fracturation du schiste en Amérique du Nord, ce qui a entraîné un changement fondamental dans l'extraction de pétrole et de gaz. En 2018, les États-Unis ont enregistré la plus forte augmentation de la production de pétrole et de gaz de tous les temps. Le secteur des schistes est à l'origine de la majeure partie de cette augmentation. Cette année-là, la hausse (soit 2,2 Mbj) de la production pétrolière mondiale provenait essentiellement des États-Unis. La production canadienne a fait un bond de 410 000 bpj et l'Arabie saoudite a connu la troisième plus importante augmentation de production. Pendant ce temps, les productions vénézuélienne et iranienne ont chuté de 580 000 bpj et 310 000 bpj respectivement. Les plus fortes hausses de production gazière ont été enregistrées aux États-Unis (avec le surprenant chiffre de 78 milliards de mètres cubes, soit 5,3%), en Chine (43 mmc), en Russie (23 mmc) et en Iran (16 mmc) (BP, 2019). Il faut garder à l'esprit que la fracturation du schiste est plus coûteuse que la production

dans le Golfe et qu'elle n'est économiquement viable qu'à partir d'un certain prix par baril. L'effondrement actuel des prix suite à la pandémie de Covid-19, d'une part, et la décision saoudienne d'augmenter sa production, d'autre part, a porté un coup majeur à la production de fracturation du schiste, ce qui pourrait, à son tour, accroître l'importance stratégique du Golfe à court et moyen terme.

5. En 2019, l'administration américaine de l'information sur l'énergie a prévu que pour la première fois depuis les années 1950, les États-Unis exporteront en 2020 plus d'énergie qu'ils n'en importeraient, car la croissance de la production de pétrole, de gaz naturel et des dérivés du gaz naturel dépasserait la croissance de la consommation d'énergie américaine.



Source : Administration américaine de l'information sur l'énergie (U.S. Energy Information Administration), Perspectives énergétiques annuelles 2019, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=38152> [en anglais]

6. Traditionnellement, les États-Unis ont défini la sécurité énergétique comme le degré de dépendance ou non aux importations de pétrole et de gaz, en particulier en provenance des régions les moins stables du monde. Bien entendu, cette définition doit être nuancée, car les intérêts stratégiques des États-Unis sont également liés à la vitalité de l'économie mondiale qui, à son tour, dépend des ressources énergétiques commercialisées au niveau mondial. En outre, grâce à la révolution liée aux techniques de fracturation, les États-Unis ont maintenant le potentiel pour être un acteur majeur sur ces marchés. Bien que les États-Unis soient de plus en plus indépendants sur le plan énergétique, ils ne peuvent pas se prémunir contre un choc mondial sur l'approvisionnement ou les prix de l'énergie. Une augmentation soudaine des prix mondiaux du pétrole aurait invariablement un impact très négatif sur les alliés des États-Unis, et ferait même augmenter les prix de l'énergie aux États-Unis. Si elle a eu une seule utilité, la crise financière mondiale de 2008 a révélé à quel point la prospérité des États-Unis est tributaire de la demande de ses partenaires commerciaux. Il en va de même pour l'Europe, et c'est donc toute la communauté transatlantique qui a intérêt en un flux sans entrave d'énergies sûres et à prix raisonnable, nécessaire pour alimenter l'économie mondiale (Cordesman, 2017). Ici aussi, l'impact de la pandémie pourrait changer les perspectives, tout en rendant plus vitale encore la nécessité d'une coopération transatlantique. De manière prévisible, la pandémie a précipité une chute très conséquente des prix de l'énergie.

7. Il est également important de reconnaître que le pétrole fait l'objet d'un arbitrage mondial et qu'il s'agit donc d'une matière première très « fongible » ; les fluctuations de prix ont tendance à affecter la planète entière, le marché du pétrole étant intégré plutôt que segmenté. Une augmentation significative de la production en Arabie Saoudite, par exemple, aura tendance à faire baisser les prix mondiaux *ceteris paribus*. Les marchés pétroliers sont très efficaces et les disparités de prix ont tendance à être rapidement éliminées dans un monde où le pétrole peut être acheminé presque partout en réponse aux fluctuations des prix. Ainsi, même si la production

pétrolière américaine est expédiée en Asie et non en Europe, une augmentation du pétrole américain sur le marché mondial fera baisser les prix en Europe. En ce sens, l'augmentation de la production américaine liée à la fracturation hydraulique de ces dernières années a contribué à réguler les prix mondiaux. Lorsque les prix ont augmenté de manière soutenue en raison de problèmes liés à l'offre, la production américaine de schiste est entrée en jeu et a maintenu les prix à un niveau plus bas qu'ils ne l'auraient été autrement. Cela a évidemment constitué un frein puissant au pouvoir dont le cartel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a longtemps disposé, bien que la production de l'OPEP reste une variable essentielle de la formule. Enfin, avant le début de l'actuelle pandémie, la demande mondiale d'énergie était dynamique, augmentant de 2,9 % en 2018, les deux tiers de cette augmentation étant dus à la hausse de la demande en Chine, aux États-Unis et en Inde (BP, 2019). La situation actuelle est toutefois très différente en raison de l'effondrement de la demande et des prix.

8. En effet, les prix du pétrole ont été très volatils ces dernières années, reflétant non seulement l'évolution des conditions de l'offre et de la demande, mais aussi les changements dans l'évaluation des risques politiques et sécuritaires. Le 13 janvier 2016, par exemple, le prix du pétrole se situait à 30,31 dollars américains/baril, son plus bas niveau depuis cinq ans. Il a ensuite grimpé jusqu'à atteindre 84,98 dollars le 1er octobre 2018, en réponse aux contraintes d'approvisionnement liées aux sanctions contre l'Iran et à l'effondrement des capacités vénézuélienne, en grande partie provoqué par le pays lui-même. Les prix sont ensuite retombés à 53,8 dollars/baril le 31 décembre 2018, en partie à cause de l'assouplissement des sanctions américaines sur certains pays qui achètent du pétrole à l'Iran. Ils ont ensuite enregistré une nouvelle hausse à 68,27 dollars/ baril le 7 janvier 2019 après que les forces américaines ont abattu le chef de la force iranienne al-Quods (Nasdaq, 2020). Alors que la pandémie de Covid-19 se propageait au printemps 2020 et conséquence d'une guerre saoudienne et russe sur les prix du pétrole, les prix mondiaux du pétrole se sont effondrés, s'établissant à 24,8 dollar/ baril au 20 mars 2020, les prix du *Texas Crude* étant même, de fait, tombés sous la barre de zéro. Cette extraordinaire volatilité des prix a reflété l'évolution des conditions de l'offre et de la demande, des primes de risque changeantes et des attentes du marché en rapide mutation. La volatilité elle-même est coûteuse, car elle compromet les investissements à long terme tout en incitant à rechercher des solutions énergétiques plus sûres et moins sujettes à de telles fluctuations de prix. C'est l'une des raisons pour lesquelles les investissements dans les énergies renouvelables ont grimpé en flèche ces dernières années ; l'évolution des technologies induite par la hausse des investissements rend l'énergie solaire et éolienne plus compétitive en termes de prix.

III. LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LE GOLFE

9. En fait, le danger représenté par une dépendance envers des pays instables ou hostiles pour ce qui est de l'approvisionnement énergétique, ainsi que des préoccupations croissantes liées au changement climatique, stimulent l'intérêt grandissant envers les énergies renouvelables décarbonées. En 2018, les émissions mondiales de carbone ont augmenté de 2 %, soit le taux le plus élevé en sept ans, alors que la dernière décennie a connu les températures les plus chaudes jamais enregistrées - une évolution aux conséquences très coûteuses comme en témoignent la recrudescence des incendies en Europe et en Amérique du Nord, le recul des glaciers et la fréquence accélérée de phénomènes météorologiques extrêmes (McGrath, 2020). Entre 2001 et 2017, les capacités en énergie renouvelable ont augmenté chaque année, bien que cette croissance se soit stabilisée en 2018 au point de ne représenter que 60 % des suppléments nets nécessaires chaque année pour atteindre les objectifs climatiques fixés à long terme. Selon l'AIE, la capacité en énergie renouvelable devrait augmenter de plus de 300 GW en moyenne chaque année entre 2018 et 2030 pour atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris. L'évolution des prix des énergies renouvelables commence à rendre cette transition possible. Les progrès technologiques ont fait baisser le prix des énergies photovoltaïques et éoliennes et pourraient commencer à éroder les rôles dominants que jouent les combustibles carbonés sur le marché de l'énergie (AIE, 2019). Ce jour n'est certainement pas encore arrivé, mais cette perspective ajoute un degré d'incertitude pour les

pays, comme ceux du Golfe, qui ont beaucoup compté par le passé sur les exportations de combustibles carbonés.

10. Il est presque paradoxal que les pays du Golfe soient disposés à envisager un avenir fait d'énergies durables étant donné leurs énormes dotations en énergie fossiles. Il existe toutefois un certain nombre d'arguments convaincants en faveur de telle conversion et ces pays ne manquent certainement pas des ressources nécessaires pour la soutenir. Au sein du CCEAG, la consommation énergétique a augmenté de 6 % par an depuis 2000, un pourcentage qui dépasse à la fois le taux de PIB et celui de la croissance démographique dans la région. La consommation d'énergie par habitant dans les pays du CCEAG reste l'une des plus élevées au monde. La consommation intérieure de pétrole de l'Arabie saoudite, par exemple, est passée de 17 % de la production en 2000 à 32 % en 2015 (Perniceni, 2019). La demande a été stimulée par l'émergence d'industries énergivores et de l'augmentation de la consommation des ménages de biens à forte intensité énergétique. Les prix du pétrole et du gaz étant très bas dans la région, il y a eu peu d'incitations à modérer la consommation intérieure de pétrole et de gaz et, bien sûr, cela a réduit les recettes liées à l'exportation, la demande intérieure réduisant les quantités d'énergie disponibles pour les ventes à l'étranger. La demande en électricité dans les pays du CCEAG a également fortement augmenté ces dernières années et rien n'augure un renversement de tendance. Cela a des effets sur les secteurs du pétrole et du gaz. Les Saoudiens ont répondu à la demande croissante en électricité en utilisant le pétrole brut pour stimuler la production électrique, tandis que les Émirats arabes unis importent du gaz pour produire leur électricité. L'augmentation de la demande intérieure dans le Golfe menace donc de saper la principale source de recettes en termes d'exportations régionales et de recettes publiques. Cette situation, conjuguée à la volonté de préparer leurs sociétés à un avenir post-carbone, a accru l'intérêt de tous les pays de la région pour le développement de sources domestiques d'énergie plus durables tout en renforçant leur efficacité.

11. Le potentiel d'énergie solaire et éolienne dans la région est considérable. Le soleil abondant et la rapidité des changements technologiques ont considérablement fait baisser le prix de l'électricité produite par l'énergie solaire dans la région. Les EAU sont parvenus à produire de l'électricité solaire à moins de 0,03 dollars US par kWh, ce qui représente un prix très compétitif. Ce succès a incité d'autres pays de la région à embrasser la révolution des énergies renouvelables et à se lancer dans des programmes visant à accroître considérablement l'utilisation des énergies renouvelables sur leurs propres marchés nationaux. Avec cette chute spectaculaire du prix de l'électricité, il existe désormais une perspective de développement des sources d'énergie à base d'hydrogène dans la région et il n'est pas surprenant que des recherches importantes soient en cours dans ce domaine prometteur dans des pays comme les Émirats arabes unis. Enfin, à mesure que la région se décarbonisera, il est probable que l'énergie nucléaire sera également considérée comme un moyen plus propre de produire de l'électricité. Les EAU viennent d'ouvrir la première centrale nucléaire située dans un pays du Golfe. Cette grande centrale nucléaire, élaborée par la Corée du Sud, est censée produire un quart des besoins en électricité du pays, mais la vulnérabilité de ces centrales dans une région instable suscite toutefois quelques inquiétudes. On s'inquiète également des conséquences à long terme sur une prolifération des armes nucléaires, car le développement de capacités en matière d'énergie nucléaire constitue la première étape du développement de capacités d'armement via cette technologie. On craint en outre que les centrales nucléaires ne soient prises pour cibles si un conflit devait éclater dans la région. Le Qatar, par exemple, a prévenu que l'usine des EAU de Barakah constitue « une menace sérieuse pour la stabilité de la région et son environnement » (Yee, 2020).

IV. DIVISIONS POLITIQUES ET MENACES POUR LA SÉCURITÉ DANS LE GOLFE

12. Malgré sa richesse et son influence sur le marché de l'énergie, le Golfe est également une région en crise, en proie à des divisions internes et dirigée par des dynasties qui sont bien forcées de relever le défi de l'évolution rapide et de la modernisation de leurs sociétés. Outre le défi que cela représente à des sociétés fortement marquées par le poids des traditions, les pays du Golfe doivent

également s'adapter aux rapports de force géopolitiques changeants découlant notamment de l'hostilité iranienne, de l'intérêt et de l'engagement croissants de la Russie et de la Chine dans la région, ainsi qu'aux revirements des priorités géostratégiques des États-Unis. Tout cela a déclenché un certain degré d'incertitude chez de nombreux acteurs du Golfe et, dans une certaine mesure, les a incité à rechercher de nouveaux amis et partisans en vue de se prémunir contre ces inquiétantes incertitudes. La récente réconciliation des EAU et de Bahreïn avec Israël, apparemment avec l'aval tacite de l'Arabie saoudite, doit être comprise comme telle (voir ci-après). Enfin, parmi les pays du Golfe, on observe également une nouvelle tendance à vouloir développer des capacités de défense propres afin de gagner en autonomie dans ce qui leur apparaît comme un monde de plus en plus menaçant.

13. Les bouleversements sociaux du « printemps arabe », les guerres civiles en Iraq, au Yémen et en Syrie, les tensions liées au programme d'armement nucléaire de l'Iran, les menées agressives de ce pays en Syrie, en Iraq, au Liban et au Yémen, l'intervention saoudo-émirienne dans la guerre civile au Yémen et les dissensions entre le Qatar d'un côté et l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Bahreïn de l'autre donnent l'image d'une région en crise. Bien que les pays du CCEAG aient toujours fait preuve d'un certain nombre de divergences, les tensions avec le Qatar ont gravement porté atteinte à la cohésion régionale. Le vieux clivage entre sunnites et chiites continue d'alimenter la discorde dans la région au sein de pays comme le Bahreïn et l'Arabie Saoudite et est également un facteur de rivalité entre les monarchies du Golfe et l'Iran ainsi que dans le contexte de la guerre au Yémen, entre autres. Cela dit, certains analystes soutiennent que cette fracture confessionnelle reste au deuxième plan d'autres considérations en matière de sécurité. Il n'en reste que ces sources de division inquiètent les partenaires occidentaux qui estiment qu'une plus grande unité est essentielle pour relever les difficiles défis immédiats comme ceux à plus long terme.

14. Les tensions régionales ont des répercussions sur la sécurité énergétique mondiale. Le renouvellement des sanctions américaines contre l'Iran et les entreprises internationales qui font des affaires avec ce pays, par exemple, a eu un certain impact sur la dynamique du marché de l'énergie dans le Golfe. La capacité de l'Iran à exporter du pétrole a chuté de façon précipitée, une chute de l'ordre de 40 % entre 2018 et décembre 2019, en grande partie dû au renouvellement des sanctions américaines (Rapier, 2020). Ces sanctions n'ont pas été bien accueillies en Europe et ont généré une certaine tension dans les relations transatlantiques. La décision de l'Iran de violer certains éléments du Plan d'action global conjoint (PAGC) pourrait cependant, à terme, finir par jeter les bases d'un nouveau consensus européen et américain sur cette question délicate.

15. L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de dirigeants a introduit un autre facteur d'incertitude dans la région. Le cas du prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane (MBS) en est la preuve la plus flagrante puisque celui-ci a cherché à réformer certaines des règles strictes qui régissent la vie dans son pays, tout en réprimant ceux ou celles qui revendiqueraient des droits politiques ou sociaux autres que ceux qui lui ont été transmis par la famille régnante. Cela n'est pas passé inaperçu en Occident. L'assassinat du journaliste saoudien basé aux États-Unis, Jamal Ahmad Khashoggi, dans un consulat saoudien à Istanbul, par exemple, a compliqué les relations de ce pays avec un certain nombre de pays occidentaux. Dans le même temps, Mohammed Ben Salmane s'est efforcé de consolider le rôle central de son pays dans la région et de s'assurer qu'une multitude d'acteurs extérieurs à la région soient enclins à s'aligner sur sa vision. En effet, les pays du Golfe ont clairement l'intention de forger des liens plus étroits avec les acteurs régionaux et mondiaux essentiels et se sont quelque peu lassés de ne pouvoir compter que sur un seul garant en matière de sécurité.

16. Les vulnérabilités du secteur énergétique du Golfe ont été mises en évidence en septembre 2019 lorsque les rebelles houthis et l'Iran ont attaqué les grandes installations de traitement du pétrole d'Abqaiq en Arabie Saoudite et le champ pétrolifère de Khurais au moyen de missiles et des drones de pointe. Le site d'Abqaiq revêt une importance vitale dans le système énergétique saoudien, et plus de la moitié du pétrole qu'elle produit est stabilisé pour être ensuite

transporté. Bien que les rebelles houthis aient revendiqué ces attaques, la plupart des analystes soupçonnent les Iraniens d'avoir orchestré de près ou de loin cette opération.

17. Ces attaques ont fait suite à l'attaque de deux pétroliers commerciaux dans le détroit d'Ormuz le 12 juin 2019 et à l'abattage d'un drone américain par les forces iraniennes. En juillet, la marine américaine a abattu un drone iranien qui s'était déplacé agressivement vers un navire américain. Le 19 juillet 2019, les forces iraniennes ont saisi un pétrolier britannique en réponse à la décision du Royaume-Uni d'immobiliser un pétrolier iranien à Gibraltar pour violation des sanctions internationales. L'agression iranienne a conduit au blocage de 5,7 mbj de pétrole, soit presque la moitié de la capacité du royaume wahhabite. L'incident a également précipité la plus forte hausse du prix du pétrole jamais enregistrée en une journée (10 %) (Wemer et al., 2019). La menace pour la stabilité du marché posée par ces attaques a inspiré aux États-Unis la décision de puiser dans les réserves stratégiques pour contrer la hausse des prix et rassurer les marchés. L'impact des attaques a également été atténué par le fait que les cours mondiaux n'étaient pas particulièrement élevés à ce moment-là, et que l'importante capacité de stockage saoudienne n'a pas été touchée.

18. Peu après ces attaques, le ministre saoudien de l'énergie, le prince Abdulaziz Ben Salmane, a annoncé que le gouvernement prévoyait de rétablir la capacité de production à 11 mbj d'ici la fin du mois en vue d'atteindre la pleine capacité de 12 mbj deux mois plus tard - le plus haut niveau de production jamais atteint par les Saoudiens ayant été de 11 mbj en novembre 2018 (Watkins, 2019). Les Saoudiens ont demandé à leurs acheteurs de grades *Arab Light* et *Extra Light*, les plus affectés par les événements, d'accepter du brut *Arab Medium* et *Arab Heavy* en guise de substitut. Les analystes ont également soupçonné des négociants saoudiens de chercher à acheter du pétrole iraquien, dont l'origine pourrait, dans certains cas, être du pétrole iranien exporté clandestinement en Iraq, à l'intention de leurs propres clients (Watkins, 2019). Si ces faits étaient avérés, cela reviendrait presque ironiquement à transférer des liquidités vers le pays vraisemblablement à l'origine des attaques sur les installations saoudiennes.

19. L'attaque irano-houthi sur les installations saoudiennes a révélé des vulnérabilités inquiétantes dans la production du Golfe, a augmenté les primes de risque et a illustré une fois de plus le degré de fragilité concernant la stabilité de la région. Les opérateurs du marché et les analystes stratégiques s'inquiètent de constater que des missiles ou des drones relativement peu coûteux sont capables de produire un impact commercial aussi puissant et immédiat avec des répercussions mondiales. Malgré un effort financier important en termes de formation et d'équipements militaires, le Royaume n'a pas été en mesure de contrer cette attaque surprise contre ses infrastructures énergétiques essentielles.

20. Ces attaques ont révélé une fois de plus à quel point l'économie mondiale est vulnérable aux attaques asymétriques, qu'elles prennent la forme de drones bon marché, de mines marines ou de virus informatiques. Les Saoudiens ont récemment essuyé des attaques de mines près du détroit d'Ormuz, des frappes de drones sur des pipelines, des tirs de missiles et une cyber-attaque en août 2012. Ces incidents ont montré que les systèmes de production et de transport d'énergie de la région sont des cibles qui doivent être mieux protégés (Dipaola et Ratcliffe, 2019). Un analyste a ainsi suggéré qu'avant les attaques, les systèmes américains de défense aérienne Patriot n'auraient pas dû être déployés près des bases militaires saoudiennes, mais plutôt dû protéger les infrastructures énergétiques vulnérables (Cooper, 2019).

21. La crise a également révélé à quel point les acteurs régionaux continuent de compter sur les États-Unis et sur des alliés clés comme la France et le Royaume-Uni pour renforcer la stabilité régionale. Pour rappel, c'est la décision des États-Unis de puiser dans leurs réserves stratégiques qui a contribué à calmer les marchés dans le sillage de ces attaques. Les États-Unis ont également annoncé leur intention de déployer davantage de forces dans la région à la demande de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. En janvier 2020, les forces armées américaines comptaient environ 13 000 soldats au Koweït, 7 000 à Bahreïn, 3 000 en Arabie saoudite, 13 000 au Qatar, 5 000 aux Émirats arabes unis et 606 à Oman (Berger, 2020). À la suite de la prise d'assaut

de l'ambassade américaine à Bagdad et la mort de Qasem Soleimani, le Pentagone a annoncé que 3 500 soldats supplémentaires seraient déployés dans la région. Ces déploiements confirment que les Américains restent attachés à la stabilité de cette région sensible, même si elle est amenée à relever des défis d'une importance stratégique encore plus grande à long terme en Asie de l'Est et en Europe.

V. IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA RÉCONCILIATION D'ISRAËL AVEC LES ÉMIRATS ARABES UNIS ET LE BAHREÏN

22. C'est dans le contexte de l'insécurité stratégique croissante dans le Golfe que les récents accords entre les EAU, le Bahreïn et Israël ont été négociés. Suite à un fort engagement diplomatique de hauts fonctionnaires américains avec leurs homologues des EAU et d'Israël, une normalisation des relations entre Israël et les EAU a été annoncée en août 2020. L'accord promettait d'aboutir à la reconnaissance d'Israël par les EAU et à l'établissement de liens commerciaux, diplomatiques et en matière de sécurité officiels entre les deux pays. En échange, Israël accepterait de mettre fin à ses projets d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie (Cook, août 2020).

23. L'annonce des Émirats arabes unis et d'Israël a été formalisée dans un traité signé à Washington le 15 septembre 2020. Elle comprend une déclaration dans laquelle Israël et Bahreïn s'engagent à normaliser leurs relations dans le même sens. Les deux accords sont officiellement appelés « accords d'Abraham », en référence à « l'esprit de leur ancêtre commun, Abraham » (Département d'État, 2020 (a)(b)). Les EAU et Israël ont conclu un traité international, officiellement intitulé « Traité de paix, de relations diplomatiques et de normalisation complète entre les Émirats arabes unis et l'État d'Israël ». Dans ce traité, les deux parties s'engagent à « une paix, une stabilité, une sécurité et une prospérité durables (...) et à renforcer leurs économies dynamiques et innovantes ». Les Émirats arabes unis et Israël reconnaissent la nécessité d'établir des relations amicales en vue du « bien-être de leurs peuples respectifs et de la région ». S'engageant à un dialogue culturel et interconfessionnel, les deux États se sont également engagés à lutter contre l'extrémisme et le terrorisme et à établir un « Forum conjoint de haut niveau pour la paix et la coexistence ». Ils doivent lancer un « agenda stratégique pour le Moyen-Orient » avec les États-Unis afin de « développer la coopération régionale en matière de diplomatie, de commerce, de stabilité et autres ».

24. Sur le plan économique, les deux États ont conclu une série d'accords bilatéraux sur les investissements et les finances, les soins de santé, le tourisme, la science, la technologie et l'utilisation pacifique de l'espace, l'énergie, l'environnement et les arrangements maritimes. Le traité fait déjà référence à un protocole EAU-Israël signé le 1er septembre qui engage les deux parties à approfondir et à élargir les relations bilatérales en matière d'investissement, à protéger les investisseurs, les consommateurs, l'intégrité du marché et la stabilité financière ainsi qu'à promouvoir la collaboration en matière d'infrastructures régionales stratégiques (Département d'État, 2020 (a)).

25. L'accord avec Bahreïn est appelé « Déclaration de paix, de coopération et de relations diplomatiques et amicales constructives ». Dans cette déclaration, les deux parties s'engagent à « établir des relations diplomatiques complètes, à promouvoir une sécurité durable, à éviter les menaces et le recours à la force, ainsi qu'à faire progresser la coexistence et une culture de la paix ». La déclaration prévoit une série d'accords de coopération économique sectorielle, à l'instar de l'accord EAU-Israël (Département d'État, 2020 (b)). Tous deux semblent avoir des implications stratégiques et économiques importantes pour la région.

26. Cependant, les dirigeants palestiniens ont fermement rejeté les accords et les ont qualifiés de « trahison » (Crowley et Halbfinger, 2020). Les Palestiniens considèrent que ce processus de réconciliation compromet directement leurs efforts pour mettre fin à l'occupation israélienne et obtenir un État indépendant. Pour mesurer sa déception, l'Autorité palestinienne a renoncé à

présider la réunion de la Ligue arabe de cette année en signe de protestation contre le refus de l'instance de condamner les accords de normalisation (Deutsche Welle, 2020).

27. La coopération entre plusieurs des monarchies du Golfe et Israël n'est pas un phénomène nouveau, bien qu'elle ait été largement méconnue compte tenu des sensibilités politiques et diplomatiques. Cette coopération était fondée sur des calculs de sécurité rigoureux, principalement des préoccupations communes concernant l'influence croissante de l'Iran dans la région et ses programmes nucléaires et de missiles balistiques (Al-Jazeera, 15 septembre 2020). Sans surprise, les dirigeants iraniens ont également fermement condamné l'effort de réconciliation. Le chef d'état-major des forces armées iraniennes a récemment déclaré que « si quelque chose se produit dans le golfe Persique et que la sécurité nationale de la République islamique d'Iran subit une brèche, même mineure, nous tiendrons les EAU pour responsables et ne la tolérerons pas ». « Le Guide suprême Khamenei a qualifié l'accord de trahison de la Palestine et des nations arabes. L'Iran préférerait évidemment voir ses ennemis divisés et se trouve maintenant confronté à une situation d'« encerclement stratégique » (Behravesht et Azizi, 2020). Même si l'on assume souvent que l'Arabie saoudite était partie à ces accords, un certain nombre d'analystes pensent que pour le moins, elle les accueille probablement favorablement. Les Saoudiens pourraient éventuellement signer leur propre accord avec Israël à l'avenir, bien que le gouvernement déclare publiquement qu'un rapprochement formel entre les deux États ne serait possible que si un accord de paix est conclu entre le gouvernement israélien et les Palestiniens (AFP, et Crowley et Halbfinger, 2020).

28. L'accord aura des implications économiques importantes. Avant la signature de cet accord, les investisseurs du Golfe investissaient discrètement dans le secteur dynamique des start-up technologiques israéliennes. Le commerce entre Israël et les États du Golfe était estimé à 1 milliard de dollars en 2019 (Srivastava et al., 2020). Mais ces accords donnent maintenant le feu vert à un niveau d'activité nettement plus élevé. En juillet, par exemple, Israël et les EAU ont convenu de coopérer dans le domaine du développement de l'intelligence artificielle, des capteurs et des lasers. Les deux pays collaboreront également à des projets de lutte contre le coronavirus. Les sociétés de défense israéliennes, *Rafael* et *Israel Aerospace*, travaillent désormais avec la société technologique émiratie *Group-42* (Brussels Times, 2020). Le ministère israélien de la défense estime que cet accord à lui seul pourrait rapporter jusqu'à 500 millions de dollars en commerce et en investissements (Grathwohl, 2020).

29. Cela comporte également des effets sur la sécurité énergétique. L'acheminement du pétrole du Golfe par Israël, par exemple, permettrait aux producteurs d'éviter les coûts et les risques de sécurité liés au passage par le détroit d'Ormuz et le canal de Suez (Al-Kassim, 2020). De nouveaux oléoducs pourraient éventuellement être mis en place pour rendre cela possible. Les accords comprennent notamment une section sur un droit au passage pacifique dans les eaux territoriales (Département d'État, 2020 (a)). Cette mesure, combinée à la découverte de gaz naturel au large des côtes méditerranéennes, pourraient faire d'Israël un acteur énergétique beaucoup plus important. La société de logistique maritime *DP World*, basée à Dubaï-, a signé un protocole d'accord avec l'entreprise israélienne *DoverTower* afin de monter un dossier commun en vue d'obtenir le marché de l'exploitation du port de Haïfa (Al-Kassim, 2020). Cela pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour d'autres acteurs de la région, par exemple, en réduisant le trafic dans le canal de Suez en Égypte et en diminuant l'utilisation de l'oléoduc Suez-Méditerranée (Herzinger, 2020). Cela pourrait éloigner les entreprises du port de Beyrouth au Liban et serait probablement considéré comme une menace pour les ambitions de la Russie en matière de pipeline énergétique (Al-Kassim, 2020).

30. Enfin, les accords d'Abraham - notamment l'accord entre les EAU et Israël - ont des conséquences importantes sur la capacité des EAU à accéder aux armements avancés des États-Unis (Wainer, 2020). Les EAU ont montré un intérêt pour l'achat de F-35 *Joint Strike Fighters* américains. Pour sa part, Israël s'inquiète depuis longtemps de cette vente potentielle étant donné l'engagement juridique des États-Unis à maintenir l'« avantage militaire qualitatif » d'Israël, qui devrait garantir que les armes américaines fournies à Israël soient « supérieures en capacité » à

celles vendues à ses voisins. *Reuters* a rapporté que les États-Unis et les Émirats arabes unis visent maintenant à conclure un accord d'ici décembre (Al Jazeera, 22 septembre 2020). Cependant, le secrétaire américain à la défense Mark Esper a réaffirmé son engagement à l'égard de l'exigence d'une supériorité militaire qualitative en septembre, suggérant que cette questions pourrait être source de tensions (Mehta, 2020).

VI. LES ÉTATS-UNIS ET LE GOLFE : PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET TENSIONS SUR LE MARCHÉ DE L'ÉNERGIE

31. L'explosion de la production américaine de gaz de schiste et de pétrole au cours de la dernière décennie a eu de profondes répercussions dans la région du Golfe et a sans aucun doute modifié la façon dont les États-Unis envisagent la région. Les analystes stratégiques du Golfe suggèrent que ce n'est pas une coïncidence si les États-Unis, à commencer par l'administration Obama, ont exprimé leur aspiration à réduire leur présence militaire dans la région. De nombreux analystes pensent cependant que cela ne se produira pas de sitôt (Watkins, 2019). L'essor de la production d'huile de schiste aux États-Unis en a fait le plus grand producteur de pétrole au monde et a réduit sa dépendance vis-à-vis du pétrole importé. Mais la chute des prix liée à la récession provoquée par la Covid-19 a déclenché d'importantes réductions de la production et des forages aux États-Unis au printemps dernier. La production de pétrole brut aux États-Unis a cependant augmenté à nouveau au cours de l'été 2020, après être passée de 12,7 millions de bpj au cours du premier trimestre de 2020 à un creux de 10 millions de bpj en mai. L'AIE prévoit que la production de pétrole brut des États-Unis descendra d'une moyenne de 12,2 millions de bpj en 2019 à 11,4 millions de bpj en 2020 puis à 11,1 millions de bpj en 2021. Le prix d'équilibre des producteurs de schiste américains oscille autour de 50 dollars le baril. La reprise des opérations de fracturation hydraulique aux États-Unis aujourd'hui a été facilitée par un nombre très élevé de puits forés mais qui n'étaient pas achevés. Les nouveaux forages ont toutefois considérablement ralenti en raison des conditions défavorables de la demande et des prix (Rystad Energy).

32. Avant la crise mondiale actuelle, l'industrie américaine de fracturation hydraulique avait un impact significatif sur le marché mondial, avec des implications importantes pour le Golfe. En 2001, les États-Unis ont importé 2,8 mbj des pays du Golfe, ce qui représentait alors 23 % de toutes les importations américaines de pétrole. Ces chiffres ont considérablement évolué à mesure que les États-Unis augmentaient leur propre production et devenaient plus efficaces sur le plan énergétique, et ce même si la demande intérieure continuait d'augmenter. En 2008, les importations américaines de brut ont atteint 12,9 mbj, mais seuls 2,4 mbj étaient en provenance des pays du Golfe, soit 18,6 % des importations totales. Le début de l'exploitation du gaz de schiste a marqué un changement radical et, en 2018, les importations totales de pétrole brut aux États-Unis ne s'élevaient plus qu'à 9,9 mbj, dont seulement 1,6 mbpj (soit 15,9 %), provenaient du Golfe – et 57 % en provenance d'Arabie saoudite et 33 % d'Iraq. À ce moment-là, le Canada était devenu le plus grand exportateur vers les États-Unis. Entre septembre et octobre 2019, les États-Unis sont devenus exportateur net de pétrole pour la première fois en 70 ans (Rapier, 2020).

33. Alors que les importations américaines en provenance du Golfe ont diminué au cours de la dernière décennie, la production du Golfe a quant à elle augmenté d'environ 5 millions de bpj, en adéquation avec ses exportations vers le reste du monde. Ce sont désormais les importateurs comme la Chine qui sont devenus plus immédiatement vulnérables aux chocs de la production du Golfe, tandis que les États-Unis se sont partiellement protégés de ceux-ci grâce à la forte augmentation de leur production intérieure. Paradoxalement, les États-Unis restent actuellement l'acteur le plus puissant dans la région du Golfe en matière de sécurité extérieure, tandis que l'Europe et l'Asie, qui dépendent pourtant beaucoup plus directement de son énergie, y jouent un rôle beaucoup plus modéré sur le plan de la sécurité. Un élément important du partage transatlantique des charges est donc ici en jeu.

34. Les pays du Golfe n'ont pas accueilli avec enthousiasme la hausse de la production américaine. En 2014, par exemple, l'OPEP, sous la houlette des Saoudiens, a commencé à inonder les marchés pétroliers mondiaux afin de faire baisser les prix et expulser du marché les producteurs de pétrole de schiste, dont les coûts de production plus élevés ne leur permettent pas d'être rentables lorsque le cours du pétrole est bas. Cette stratégie a connu un certain succès, mais les producteurs américains ont fait preuve d'agilité. Si certains d'entre eux ont en effet cessé de produire pendant cette période dû à la pression exercée sur les prix, la production américaine a redémarré dès que les cours mondiaux ont commencé à remonter. Naturellement, la situation actuelle, dans le contexte de la crise de la Covid-19 et de la crise financière et économique globale qui en découle, a accru la pression sur les producteurs américains, qui ont réagi en réduisant considérablement le forage de nouveaux puits.

35. En ce qui concerne la sécurité dans la région, les relations entre les États-Unis et les États du Golfe jouent depuis longtemps un rôle clé. Les États-Unis ont dû trouver un équilibre entre la nécessité de rassurer les membres du CCEAG, le besoin d'aider les acteurs stratégiques de la région à assumer davantage la responsabilité de leur propre sécurité, et enfin la volonté de sécuriser les flux d'énergie en partance du Golfe. Il s'agit d'un équilibre difficile à trouver : dès que les États-Unis appellent à renforcer les capacités locales et la coopération régionale, ces efforts sont interprétés comme une tentation de se désengager. Les États de la région sont très sensibles à cet égard. Ils insistent pour que les États-Unis restent engagés, tout en gardant des options ouvertes pour le cas où ceux-ci réduiraient leur implication.

36. Les sensibilités sont infinies. Certains dans la région du Golfe considèrent que le soutien du président Obama au PAGC reflète un désir de se désengager de la région, et on craint également que l'autonomie énergétique croissante des États-Unis ne précipite un retrait américain. Les signaux envoyés par l'administration Trump sur ce front ont été mitigés et les dialogues des pays du Golfe avec la Russie, la Chine et Israël pourraient être interprétés, en partie, comme un effort pour se prémunir contre des bouleversements géostratégiques qui pourraient éloigner les États-Unis de la région du Golfe. Là encore, cette situation semble peu probable, mais il est clair que le réseau de connexions internationales et entre les pays du Golfe devient de plus en plus dense et complexe. Le mouvement de réconciliation des EAU et de Bahreïn avec Israël après des décennies d'hostilités ne fait que renforcer cette perspective.

VII. L'EUROPE ET LE GOLFE

37. Les principaux intérêts de l'Europe au Moyen-Orient sont les suivants : a) préserver la stabilité au voisinage immédiat de l'UE, en particulier dans les zones stratégiques comme le Golfe arabo-persique ; b) encourager les échanges commerciaux et les investissements ; c) sécuriser les importations d'énergie et les voies d'approvisionnement, en partie pour éviter un excès de dépendance aux hydrocarbures russes, et d) empêcher l'expansion de la Russie et de la Chine dans la région dans les domaines de la politique et de la sécurité (Koch, octobre 2019).

38. En 2018 et 2019, la Russie était le premier fournisseur en gaz naturel de l'UE (et le moins cher), ainsi que son plus gros fournisseur de pétrole (Eurostat, 2019). Si les bénéfices économiques d'un tel commerce sont évidents, il ne faut pas ignorer pour autant des conséquences stratégiques aptes à exposer le continent à l'influence russe. Cette vulnérabilité envers la Russie explique naturellement la persistance d'intérêts de la part des pays européens à l'égard des ressources du Golfe. L'Europe a tout intérêt à veiller à la continuité des flux d'énergie entre la région et les marchés mondiaux.

39. Les pays du CCEAG représentent ensemble un cinquième des importations de l'UE. En 2017, ces transactions ont généré quelque 100 milliards d'euros en devises. L'UE est pour sa part le premier partenaire commercial du CCEAG. Le total des échanges entre l'UE et le CCEAG représentait 144 milliards d'euros en 2017, soit 15 % du commerce global du CCEAG. Ces échanges

commerciaux ont augmenté de 53 % entre 2006 et 2016. L'UE affiche une balance commerciale en excédent net avec les États du Golfe. Les importations de combustibles fossiles intervenaient pour 65% (ou 29 milliards d'euros) dans les importations européennes en provenance du Golfe en 2017 (Tenti, 2019). La région du Golfe est aussi pour l'Europe un partenaire financier critique. Ses fonds souverains ont permis des investissements stratégiques importants sur tout le continent.

40. L'UE gère avec le CCEAG des projets conçus pour promouvoir l'intégration régionale, un domaine dans lequel l'Union possède naturellement une grande expérience. La Commission européenne se concentre sur les questions d'énergie, notamment l'intégration du marché énergétique, l'adoption des sources d'énergie renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique et un usage plus durable du gaz naturel. La liste est encore longue. L'UE est consciente que ces pays devraient diversifier leurs économies pour les rendre moins dépendantes des exportations de pétrole et de gaz. Si le Golfe est à la tête d'abondantes réserves d'énergie carbonée, ses gisements ne sont pas infinis, surtout dès lors que leur demande intérieure croît très rapidement. Les acteurs de la région savent très bien que la croissance et le développement futurs ne peuvent reposer entièrement sur des revenus engendrés dans ce seul secteur. Ici comme ailleurs, l'UE se profile comme un des protagonistes capables de contribuer à la diversification économique de la région et à l'adoption de modèles économiques et énergétiques plus durables.

41. Comme son allié américain, l'UE se voit confrontée dans la région à un ensemble de questions diplomatiques et politiques délicates. L'apparition de tensions entre le Qatar et les autres membres du CCEAG — en particulier l'Arabie saoudite et les EAU — a perturbé l'intégration régionale, un thème central de l'engagement diplomatique européen dans la région. L'UE et plusieurs de ses plus grands membres ont joué un rôle clé dans les négociations nucléaires avec l'Iran. La plupart des gouvernements européens ont déploré la décision américaine de se retirer du dispositif. L'Arabie saoudite et les EAU étaient très hostiles à ces négociations, craignant qu'elles ne donnent à la République islamique plus de légitimité qu'elle n'en méritait à leurs yeux. Le fait que la signature de l'accord coïncidait avec un regain d'activisme régional de la part de l'Iran et de ses agents a encore éloigné les pays du Golfe des objectifs que l'UE espérait atteindre par sa politique d'engagement.

42. Simultanément, si les États-Unis en venaient à réduire leur présence dans la région, cela ne favoriserait pas les intérêts de ses alliés européens. De l'avis des Européens, la présence militaire américaine reste un facteur de stabilité essentiel et ceux-ci auraient toutes les raisons de s'inquiéter si, par exemple, l'influence la Russie et de la Chine devaient accroître dans la région. L'Europe partage aussi l'opposition des États-Unis à l'ingérence agressive de l'Iran dans le Golfe et au Proche-Orient. Si les leaders européens regrettent en général le retrait américain du PAGC, ils sont également déçus de voir que l'Iran réagit à la pression américaine en menaçant de reprendre son programme d'armement nucléaire. Aussi les violations du PAGC ont-elles obligé l'Europe à adopter une ligne plus dure, même si l'espoir de relancer un jour le PAGC, sous une forme ou une autre, n'est pas abandonné.

43. Par ailleurs, la guerre au Yémen confronte l'Europe à un problème particulièrement épineux. Les Saoudiens ont mené une intervention terrestre et aérienne avec le soutien des États-Unis dans le but de rétablir le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi après son renversement par les rebelles houthis et les partisans de l'ancien président Saleh. Au stade actuel, cet objectif stratégique n'est pas atteint. L'intervention initiale, une campagne aérienne, a connu une escalade. Les EAU et les Saoudiens ont déployé des forces terrestres, y compris des blindés. La guerre civile au Yémen a déclenché un terrible désastre humanitaire et n'a certainement pas contribué à faire progresser la sécurité sur le plan régional.

44. Récemment, les questions concernant le rôle militaire de l'Europe dans la région se sont faites plus pressantes. Après le retrait américain du PAGC, l'attaque iranienne sur des navires dans le détroit d'Ormuz et la saisie d'un navire commercial battant pavillon britannique, le gouvernement du Royaume-Uni a demandé une coalition navale européenne pour assurer la protection des voies de

navigation commerciale dans le Golfe. L'intention britannique n'était pas spécialement de soutenir la politique américaine de pression maximale sur l'Iran. Le Royaume-Uni privilégiait plutôt la défense de ses propres intérêts commerciaux et de ceux de l'Europe dans la région ainsi que les principes de la liberté de navigation (Seligman et Johnson). Le Royaume-Uni voulait aussi réaffirmer que même après le Brexit, il resterait un partenaire actif de l'Europe continentale face aux défis communs en matière de sécurité, même lorsque ceux-ci dépassent le cadre de l'OTAN.

45. Le Royaume-Uni, cependant, a ensuite rejoint la coalition maritime dirigée par les États-Unis dans l'opération *Sentinel* pour assurer la protection des navires opérant dans le Golfe. Les pays européens ont opté pour une mission maritime dirigée par l'Europe pour surveiller le Golfe, stationnée sur la base navale française d'Abou Dhabi. La mission européenne de surveillance maritime dans le détroit d'Ormuz (EMASOH) partage bon nombre des objectifs de la mission dirigée par les États-Unis, mais a choisi d'opérer séparément de celle-ci. La France, néanmoins, coordonne ses efforts avec la marine américaine. L'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la France ont soutenu le déploiement dans une déclaration politique (Brzozowski, 2020). Au-delà de la défense des voies maritimes vitales et de la prévention des incidents dans ces eaux, ce déploiement contribuera implicitement au partage des charges. Il peut aussi être considéré comme une garantie contre les incertitudes que suscite en Europe la politique américaine de court et long terme dans le Golfe (*The Defense Post*, 2019). Il convient de noter qu'une autre mission internationale, la *Combined Task Force 150*, surveille le transport de pétrole par les voies navigables de la mer Rouge au golfe d'Oman, y compris le détroit d'Ormuz, Bab el Mandeb et le canal de Suez. Trente-trois pays participent à cet effort, dont les États-Unis, le Canada et plusieurs pays européens. Une autre mission multilatérale, la *Combined Task Force 152*, engage des ressources navales des États-Unis et des pays du Golfe et effectue des patrouilles dans les eaux du Golfe.

46. Certains se demandent si l'Europe dans son ensemble peut soutenir une opération navale dans et autour la région du Golfe pour faire face à une menace de haute intensité comme celle posée par l'Iran. Geoffrey Till, président du *Corbett Centre for Maritime Policy Studies* au *King's College* de Londres, a récemment fait remarquer que « toutes les marines européennes ont une grande expérience des menaces de niveau modéré. Le problème est qu'il peut ne pas s'agir d'une menace de niveau modéré, et que certains pays n'ont peut-être pas ce goût du risque » (Seligman et Johnson, 2019). Cela dit, comme le Royaume-Uni, la France détient une présence militaire dans la région et occupe une place importante dans le dispositif de sécurité. Comme les États-Unis, la France vend des armes à ses partenaires de la région (notamment à l'Arabie saoudite, aux EAU et au Qatar). La France est le troisième fournisseur d'armes de la région derrière les États-Unis et la Russie. Sur les cinq principaux acheteurs d'armes françaises, quatre se trouvent dans la région. Durant la seule année 2018, la France a doublé ses ventes d'armes au Moyen-Orient dans son ensemble. En 2009, elle a installé le *Camp de la Paix*, une base navale, aérienne et terrestre à Abou Dhabi. Elle collabore étroitement avec les ministères de la défense de la région et organise des exercices conjoints. La base, qui héberge environ 250 militaires, opère sous les ordres de l'amiral à la tête des forces françaises dans la zone maritime océan Indien (ALINDIEN).

VIII. LA RUSSIE, LA CHINE ET LE GOLFE

47. En matière de politique étrangère, la Russie conserve comme premier objectif de contrer les États-Unis et l'OTAN sur les plans politique, diplomatique, économique, militaire et culturel, dans toutes les parties du monde revêtant une importance stratégique, y compris le Golfe (Borshchevskaya, 2019). La Russie cherche à récupérer un rôle majeur dans la région. Son intervention décisive dans le cadre de la guerre civile syrienne doit être interprétée dans ce sens (Trenin, 2016). Après avoir soutenu le régime al-Assad, le Kremlin a tenté de passer pour un partenaire fiable et pragmatique, un acteur impartial en bons termes avec tous les protagonistes de la région (Standish et Mackinnon, 2020). Les ambitions régionales de la Russie sont indissociables de ses intérêts énergétiques. La Russie est un des trois premiers producteurs mondiaux

d'hydrocarbures et son économie dépend étroitement des exportations d'énergie¹ (Mitrova et Yermakov, 2019). En d'autres termes, tout ce qui se passe dans le Golfe est de nature à affecter directement l'économie russe (Rumer, 2019).

48. Les priorités de la Russie au Moyen-Orient au sens large sont les suivantes : 1) collaborer avec les exportateurs d'énergie de la région pour stabiliser et booster les prix pétroliers internationaux ; 2) saper les efforts de l'Europe pour diversifier son approvisionnement en gaz naturel ; 3) livrer davantage de pétrole et de gaz en Asie ; 4) attirer les investissements dans sa propre économie frappée par les sanctions, et 5) augmenter ses propres exportations d'énergie vers les importateurs de la région (Mammadov, 2018). La Russie mène dans la région une diplomatie énergétique de type bilatéral et via la participation aux organisations internationales compétentes, par exemple l'OPEP ou le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). La Russie poursuit ses objectifs stratégiques et économiques dans la région par les moyens suivants : 1) conclusion d'accords bilatéraux en matière de politique étrangère et d'énergie ; 2) collaboration avec l'OPEP et le FPEG sur les mesures et mécanismes de soutien et de stabilisation des prix de l'énergie ; 3) partenariats dans les projets d'exploration et de développement du gaz et du pétrole (y compris obtention des financements nécessaires) ; et 4) participation à des projets d'infrastructure énergétique critique comme les terminaux d'expédition de pétrole (Mammadov, 2018).

49. La récente guerre des prix entre la Russie et l'Arabie saoudite a toutefois clairement montré les limites de cette coopération. Depuis longtemps, la Russie considère les producteurs du Golfe comme des rivaux dans le domaine énergétique. Elle concurrence directement l'Arabie saoudite pour les parts de marché en Europe et en Asie. Elle rivalise avec le Qatar sur le marché européen du gaz, qu'elle considère comme un actif économique et stratégique fondamental (Mammadov, 2018). Cette concurrence a été mise en évidence lors d'une guerre des prix au printemps 2020 entre l'Arabie saoudite et la Russie. Toutefois, l'évolution des réalités géopolitiques a conduit la Russie et les producteurs du Golfe à approfondir leur coopération. De leur côté, les pays du Golfe jugent qu'il est dans leur intérêt de maintenir de bonnes relations de travail avec la Russie, en particulier sur les questions énergétiques, malgré des dissensions non résolues comme, par exemple, la politique russe en Syrie. Les calculs géopolitiques font partie du jeu. Les monarchies du Golfe savent bien qu'en intervenant en Syrie, la Russie a accru son influence dans la région. Ses relations « complexes » avec l'Iran y ont également contribué, de même que les incertitudes quant aux ambitions américaines de long terme dans la région. La Russie offre aux monarchies du Golfe une sorte de police d'assurance contre l'incertitude. Elle constitue un partenaire potentiel, bien qu'inconfortable, dans la gestion du marché mondial de l'énergie (Rumer, 2019). La récente guerre des prix entre la Russie et l'Arabie saoudite a toutefois clairement montré les limites de cette coopération.

50. Le poids de la Russie est particulièrement sensible sur les marchés du gaz, moins globalement intégrés et fongibles que les marchés pétroliers. En 2018, le Qatar était le troisième exportateur mondial de gaz derrière la Russie et l'Algérie, mais dominait le classement des exportateurs de GNL. Autrement dit, le pays était idéalement placé pour exploiter les différences de prix entre des marchés segmentés autrement (FPEG, 2019). La capacité du Qatar à livrer du GNL en Europe a permis au vieux continent de réduire sa dépendance à l'égard des fournitures de gaz russe (Katz, 2015). En conséquence, la Russie a cherché à resserrer ses liens de coopération avec le Qatar, malgré le blocus de ce pays opéré par les Saoudiens en 2017 (Mammadov, 2018).

51. Si la Russie et l'Iran ont la volonté commune de réduire l'influence américaine dans la région, des divergences importantes les opposent néanmoins. C'est particulièrement vrai dans le secteur de l'énergie, où l'Iran et la Russie sont concurrents. L'Iran, par exemple, prend garde de ne pas laisser les Russes trop investir dans son secteur énergétique. Les Iraniens pensent que la Russie pourrait être tentée de profiter de ces investissements pour limiter les futures livraisons de gaz

¹ En 2017 et 2018, les ventes d'hydrocarbures représentaient respectivement 40 et 46 % du budget des recettes fédérales (Mitrova et Yermakov, décembre 2019).

iranien sur les marchés européens (Geranmayeh et Liik, 2016). De son côté, la Russie n'a pas intérêt à voir l'Europe diversifier ses sources d'énergie. Cela lui permettrait en effet de limiter sa dépendance à l'énergie russe, et par là, d'atténuer le poids géopolitique du Kremlin. Dans ce contexte, l'Iran peut se révéler comme un concurrent direct. Dans le même temps, la Russie voit des avantages potentiels à la mise en concurrence de ses clients énergétiques européens avec ses clients asiatiques (Mitrova, 2019).

52. Durant la dernière décennie, la Chine aussi a agrandi son empreinte économique et politique dans toute la zone moyen-orientale. Elle est aujourd'hui le premier partenaire commercial et investisseur étranger dans de nombreux pays de la région et y a noué des partenariats stratégiques avec plusieurs pays tout en prétendant s'abstenir « des interférences mutuelles dans les affaires internes de ces États », une volonté particulièrement séduisante pour les régimes autoritaires qui ne rendent pas de comptes (Oosterveld, 2017). La Chine défend soigneusement ses intérêts sans s'impliquer dans les affaires domestiques et les questions de sécurité de la région (Scita, 2019). Parallèlement, cependant, elle peut ambitionner à long terme de contester la place des États-Unis dans la région au sens large et dans le Golfe en particulier. Ses besoins croissants d'énergie importée sont au cœur de la démarche, et l'initiative « La ceinture et la route » crée une sorte de superstructure pour la promotion des intérêts chinois.

53. En 2015, la Chine est devenue le premier importateur mondial de pétrole brut. Sa dépendance aux importations d'énergie ira croissant (Lons et al., 2019). Actuellement, plus de 40% du pétrole importé par la Chine provient du Moyen-Orient, qui est aussi pour les Chinois un important fournisseur de GNL (Lons et al., 2019). Si la Chine veut préserver sa sécurité énergétique à longue échéance, elle doit entretenir de bonnes relations avec les producteurs d'hydrocarbures de la région et veiller à la circulation des pétroliers dans le Golfe arabo-persique. De même, la Chine a clairement intérêt à diversifier ses fournisseurs d'énergie. C'est la raison pour laquelle elle tisse des liens avec des producteurs autres que l'Iran et la Russie (Teer, 2019).

54. Pékin cherche à promouvoir une certaine interdépendance économique avec les monarchies du Golfe, afin que le maintien de l'approvisionnement énergétique profite aux deux camps. La Chine souhaite aussi minimiser la capacité américaine à entraver l'approvisionnement en énergie de sa dynamique économie côtière. C'est ce souci qui a inspiré le développement des forces navales chinoises et leur présence à proximité des détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb. Ce n'est pas un hasard si la Chine a installé sa première base militaire étrangère à Djibouti en 2017. Pour la même raison, elle développe aussi le port pakistanais de Gwadar². À longue échéance, la Chine entend probablement renforcer sa capacité à déployer des troupes dans la région. La Chine a participé aux missions multilatérales de sécurité maritime et de lutte contre la piraterie dans la mer d'Arabie et le golfe d'Aden. En décembre 2019, elle a pris part au premier exercice conjoint Russie-Iran-Chine dans l'océan Indien et la mer d'Oman (Lons et al., 2019).

IX. L'OTAN : SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ET DIALOGUE AVEC LE GOLFE

55. Depuis le sommet de Bucarest en 2008, les questions de sécurité énergétique ont fait leur entrée dans les politiques et les activités de l'organisation. Un centre d'excellence pour la sécurité énergétique a ouvert ses portes à Vilnius en 2013. Les sommets suivants ont clarifié le rôle de l'OTAN dans la sensibilisation stratégique au secteur de l'énergie, dans la protection des infrastructures énergétiques, ainsi que dans le soutien au développement opérationnel. Les procédures de l'organisation en matière de soutien en carburant comprennent une nomenclature commune pour les membres de l'OTAN. Cela favorise l'interopérabilité entre pays. L'OTAN a par ailleurs élaboré deux concepts : la politique du combustible unique (*Smart Fuel principle*) et une mutualisation des réserves de pétrole, intégrée dans l'effort plus large de défense

² Ce projet préexistait à l'initiative *La ceinture et la route*, il est désormais considéré comme un maillon essentiel liant voie maritime et voie terrestre de l'initiative chinoise de connectivité.

intelligente. Ces deux concepts sont appliqués depuis des années, par exemple, par les forces armées françaises.

56. Les autres puissances régionales (Égypte, Iraq, Syrie) étant bien trop occupées à résoudre leurs difficultés intérieures pour assumer le leadership qui fut le leur en d'autres temps, les pays du Golfe ont été contraints, presque par forfait, de jouer un rôle plus en vue dans la sécurité régionale. Si les pays de la région ont approfondi le dialogue avec d'autres acteurs critiques de la sécurité, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'OTAN dans son ensemble, les résultats de leurs actions conjointes sont discutés. Les difficultés rencontrées par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au Yémen en sont une illustration. L'absence d'unité au sein du CCEAG n'explique pas tout. Il existe aussi des lacunes dans la formation, la doctrine, la gestion du personnel, les capacités expéditionnaires et l'interopérabilité des forces. Certains de ces problèmes sont naturellement inhérents à toute coalition internationale. Même si les acteurs de la région ont de bonnes raisons d'agir de manière plus cohérente sur le front de la sécurité, les obstacles qui les en empêchent foisonnent, à la fois sur le plan diplomatique, politique, culturel et structurel (Saaman, 2017).

57. Les monarchies du Golfe sont confrontées à une série de menaces graves, inhérentes à leur rôle dans la sécurité énergétique globale. Elles doivent affronter la menace du terrorisme et les risques pour la cohésion intérieure. Des problèmes dans lesquels elles ont une part de responsabilité, mais que des acteurs extérieurs comme l'Iran se sont empressés d'exacerber. Elles subissent aussi les retombées des conflits en Syrie, en Iraq et au Yémen. Leurs infrastructures vitales sont exposées aux attaques de missiles et de drones. D'autres menaces actuelles et potentielles concernent les voies maritimes essentielles par lesquelles passent leurs exportations de pétrole et de gaz. Et tous ces pays seraient menacés si l'Iran devait relancer son programme nucléaire militaire.

58. La question maritime a des répercussions considérables sur la sécurité énergétique. Dans le Golfe, par exemple, le niveau croissant de la menace pourrait faire monter les primes de sécurité et favoriser les fluctuations de prix. Le problème n'a rien d'abstrait. Le pétrole et le gaz expédiés par la mer doivent franchir deux goulets particulièrement exposés, le détroit du Bab el Mandeb entre la Somalie et le Yémen, et le détroit d'Ormuz entre Oman et l'Iran. Le détroit d'Ormuz est particulièrement délicat. L'Iran a prouvé qu'il était capable de s'attaquer aux navires empruntant ces eaux. Un éventuel conflit maritime à proprement parler aurait certainement pour effet de faire grimper les primes d'assurance. Cela reviendrait à fermer le détroit et à bloquer les livraisons d'énergie provenant de la région. Depuis 2008, plusieurs incidents se sont produits. La marine iranienne a fait preuve d'agressivité à l'encontre des navires de guerre américains opérant dans ces eaux. En 2015, l'Iran a lancé une roquette près d'un porte-avions américain, et emprisonné 10 marins américains dont le navire naviguait un peu trop près des îles Farsi. En mai et juin 2019, les États-Unis ont accusé l'Iran d'avoir attaqué des pétroliers dans le golfe d'Oman puis dans le détroit d'Ormuz (Reuters, 2019). L'Iran a néanmoins également intérêt à ce que le détroit reste ouvert à ses propres exportations pétrolières, vers des pays comme la Chine.

59. Si l'Iran devait fermer le détroit d'Ormuz, cela aurait pour conséquence de bloquer environ 25% de la production pétrolière mondiale. L'Iran brandit cette menace comme un instrument central de sa politique de dissuasion. Les Gardiens de la révolution ont constitué une unité navale capable de mener des attaques asymétriques dans ces eaux. L'unité est équipée de 6 000 mines, de 65 navires de guerre armés de missiles, de sous-marins de classe Kilo et de mini-sous-marins (Saaman, 2017). L'Iran possède aussi un impressionnant arsenal de missiles balistiques, avec des Shahab-2 et le Sejil à carburant solide d'une portée de 2 200 km. On sait que l'Iran travaille sur des missiles balistiques intercontinentaux, probablement avec l'aide de la Corée du Nord. D'après la plupart des observateurs, si l'Iran devait lancer une attaque générale sur le détroit, il s'agirait d'un acte désespéré. Mais la simple perspective d'un tel scénario a suffi pour inciter les EAU à construire un pipeline de Habshan à Fujairah afin de pouvoir acheminer l'énergie en toute sécurité, en contournant le détroit plutôt que de le traverser.

60. Ces dernières années, l'idée de créer dans les pays du Golfe une alliance sur le modèle de l'OTAN pour affronter les menaces a suscité des débats, mais la réalisation n'a pas suivi. Les rivalités existantes et la suspicion qui règne entre États du CCEAG n'y sont pas étrangères. Les tensions actuelles entre le Qatar d'une part, l'Arabie saoudite, les EAU et le Bahreïn d'autre part, ne sont que la manifestation la plus récente des dissensions entre les pays du CCEAG. Par le passé, le Qatar et le Bahreïn se sont déjà querellés à propos des îles Hawar. Il y a eu des tensions frontalières entre le Qatar et l'Arabie saoudite. Et Oman a connu des incidents de frontière avec les Émirats et les Saoudiens. Ces conditions ne sont guère favorables au développement d'une coopération en matière de sécurité.

61. L'administration Trump a suggéré une intégration de type OTAN dans le Golfe, arguant que cela pourrait aider la région à tenir tête à l'Iran. Un CCEAG plus soudé permettrait à l'armée américaine de se concentrer sur un rôle de soutien dans la région, mais réduirait en même temps l'influence des États-Unis dans cette partie du monde. Les difficultés de l'intervention de l'Arabie saoudite et des EAU au Yémen attire l'attention sur les risques d'un désengagement et sur une situation où les acteurs locaux assument le premier rôle dans les grandes opérations militaires (Saaman, 2017). Il existe en effet d'excellentes raisons pour resserrer la coopération en matière de sécurité et de diplomatie dans une région aussi instable et stratégiquement vulnérable. Pour autant, il est peu probable que les pays du Golfe ou une communauté plus large de nations arabes soient disposés à conclure une alliance durable sur le modèle de l'OTAN, ne serait-ce qu'en raison du manque de consensus stratégique entre ces pays. C'est pour cette raison que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni vont conserver un important rôle de stabilisation dans la région.

62. L'OTAN elle-même est très engagée dans le Golfe. Les attentats terroristes du 11 septembre ont marqué un tournant dans la politique de l'Alliance à l'égard du Golfe. Ces événements n'ont pas seulement déclenché le premier et unique recours à l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord : c'est aussi à ce moment que l'Alliance a commencé à tisser des relations plus formelles avec les pays du Golfe et à collaborer avec ces monarchies dans les zones de conflit. Le Bahreïn, par exemple, a déployé des forces spéciales aux côtés des unités de l'OTAN en Afghanistan. Les bases koweïtiennes accueillent l'aviation de l'OTAN, et toutes les forces engagées dans l'opération bénéficient d'une autorisation de survol. Le Qatar a ouvert sa base aérienne d'Al Udeïd aux alliés. Les EAU ont déployé des troupes spécialisées et permis à la base aérienne d'Al Minhad Air de contribuer au support de la mission de l'OTAN en Afghanistan. Tout cela représente une évolution importante des relations avec les pays du Golfe, dans le sens d'une dimension clairement stratégique. Une évolution qui a été formalisée en juin 2004 quand les dirigeants alliés ont invité le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les EAU à participer à l'Initiative de coopération d'Istanbul. Celle-ci consacre officiellement les partenariats entre l'OTAN et la région. Le but était d'encourager une plus grande coopération politique, de dispenser des formations et d'organiser des échanges plus nombreux et plus formels. Le Koweït, le Bahreïn, le Qatar et les EAU ont rejoint l'Initiative de coopération d'Istanbul, tandis que l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman ont préféré garder l'option ouverte tout en coopérant avec l'OTAN au cas par cas. Les forces du Qatar et des EAU ont ensuite participé à l'opération de l'OTAN *United Protector* en Libye en 2011. À partir de 2014, l'aviation du Bahreïn, des EAU et de l'Arabie saoudite a effectué des frappes aériennes sur la Syrie et l'Iraq dans le cadre de la coalition internationale de lutte contre l'État islamique. En 2012, les dirigeants alliés ont accepté l'offre du Koweït d'accueillir un centre régional ICI de l'OTAN pour partager les connaissances en matière de sécurité énergétique, de cyberdéfense et de sécurité maritime, de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, et de gestion de crise. L'inauguration officielle a eu lieu en 2017 (Webb, 2019).

63. Les pays membres de l'ICI peuvent désormais puiser dans les programmes de formation et d'enseignement de l'OTAN, créer des partenariats individuels et organiser des programmes de coopération. Ces pays, par ailleurs, sont en mesure d'adopter les normes de l'OTAN en matière d'équipement, de formation, de planning et d'opérations. Cela peut les aider à coopérer plus étroitement dans le cadre de l'OTAN, y compris en situation de combat. Le niveau et l'intensité de

la coopération ont augmenté ces dernières années. Cela montre notamment que les pays concernés ont intérêt à voir l'Alliance et ses États membres poursuivre leur engagement dans la sécurité de la région. De l'avis de certains, ces efforts pourraient promouvoir une meilleure coopération pour la sécurité régionale si les conditions politiques et diplomatiques le permettaient. Mais cela semble peu probable dans le contexte diplomatique actuel.

X. LA PANDÉMIE DE COVID-19

64. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence de nouvelles vulnérabilités dans la région du Golfe, bien que les monarchies de la région soient généralement bien mieux préparées à gérer les dimensions sanitaires de la crise que la plupart des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) au sens large. Mais la Covid-19 représente des défis multiples. Le premier concerne l'économie. Le FMI a maintenant prévu que les exportateurs de pétrole de la région du Moyen-Orient dans son ensemble se contracteront de 7,3 %. Malgré la décision prise par l'OPEP avec les pays non membres, dont la Russie, de réduire la production mondiale de 10 millions de barils par jour, les prix du pétrole sont restés bas, oscillant autour de 40 dollars/baril début octobre. Selon le FMI, la chute précipitée des prix du pétrole et l'effondrement de la demande provoqué par la Covid-19 entraîneront une perte de revenus de 270 milliards de dollars pour les pays du CCEAG (Augustine, 2020) Fin septembre 2020, *S&P Global Ratings* a estimé que les déficits des gouvernements centraux du CCEAG atteindront quelque 490 milliards de dollars au total entre 2020 et 2023, tandis que la dette publique augmentera de 100 milliards de dollars cette année, un record. Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, le FMI note que l'Arabie saoudite aurait besoin d'un prix du pétrole de 76,10 dollars pour atteindre un équilibre budgétaire en 2020. Mais avec des prix du pétrole à 40 dollars/baril, Ryad est confronté à un déficit budgétaire approchant les 11,4 % du PIB. Le pétrole représente environ 87 % des recettes budgétaires saoudiennes, 90 % des recettes d'exportation et 42 % du PIB (Kimani, 2020).

65. Alors que la production d'énergie du CCEAG s'est poursuivie dans les premiers mois de 2020, la demande de pétrole et de gaz s'est rapidement effondrée avec la propagation de la pandémie. En effet, la demande mondiale de pétrole a connu en avril sa plus forte chute jamais enregistrée, les gouvernements du monde entier ayant mis en place des mesures de confinement pour endiguer la pandémie. De plus, ces mesures ont coïncidé avec une guerre des prix russo-saoudienne qui a commencé lorsque la Russie a rejeté les efforts des Saoudiens pour réduire la production mondiale (Wemer, 2020). La production ne parvenant pas à compenser l'effondrement de la demande, une surabondance massive de pétrole est apparue, déclenchant une crise du stockage du pétrole en Amérique du Nord. Certains courtiers en pétrole en sont venus à réduire les prix du brut *West Texas Intermediate* en dessous de zéro puisqu'ils ont dû en effet payer les installations de stockage pour accepter les stocks de pétrole non désirés.

66. Comme le pétrole du Golfe est en grande partie transporté par des superpétroliers, les pays du CCEAG n'ont pas été confrontés aux mêmes problèmes de stockage mais n'en ont pas moins été durement frappés par l'effondrement des prix. Enfin, début avril, les pays producteurs de pétrole, y compris une Russie réticente à ce faire, ont entrepris une réduction significative de leur production, ce qui a permis de fixer un plancher pour les prix du pétrole. Les producteurs ont décidé de réduire la production d'un dixième de l'offre mondiale pour mai et juin (Cook, avril 2020). Les responsables saoudiens font désormais pression pour maintenir la production à un niveau bas pour le reste de l'année, bien que certains s'attendent à ce que la Russie résiste étant donné les difficultés que ces prix posent à la fois au budget de la Russie (Parask, 2020).

67. La chute du prix du pétrole a également eu un impact dévastateur sur les producteurs nord-américains d'huile de schiste, dont les coûts sont plus élevés et qui ne peuvent pas être compétitifs aux prix bas actuels. Fin mai, les importations américaines de pétrole saoudien ont explosé. On s'attend maintenant à ce que le pétrole du Golfe prenne une plus grande part du marché américain, renversant ainsi une tendance récente et stratégiquement conséquente de baisse des importations américaines de pétrole. Les exportations saoudiennes vers les États-Unis ont

augmenté de près d'un million de barils par jour pour atteindre 1,6 mbj au cours de la semaine se terminant le 22 mai. Les importations américaines de pétrole de tous les pays ont augmenté à 7,2 mbj, soit près de 40 % de plus que la semaine précédente (Brower et Raval, 2020). Bien qu'il y ait maintenant un prix plancher pour le pétrole en raison des limites de production convenues, il est nettement inférieur au seuil de rentabilité, d'environ 50 dollars par baril, pour les producteurs américains qui sont maintenant manifestement en état de siège. Cela inverse effectivement une tendance très remarquable qui avait fait des États-Unis le producteur de swing le plus important au monde et qui exerçait une certaine discipline de marché sur les marchés mondiaux du pétrole, au grand dam de la Russie et de l'Arabie saoudite. Les producteurs américains ne peuvent pas jouer ce rôle aux prix actuels et se voient désormais contraints de boucher des puits, de réduire leurs investissements, d'annuler les nouveaux forages et de licencier des travailleurs.

68. Les gouvernements de la CCEAG comptent sur les revenus de l'énergie non seulement pour soutenir les budgets nationaux et le secteur non énergétique, mais aussi pour établir un certain consensus social et la légitimité du régime. Cette dernière a été obtenue grâce à des programmes de dépenses sociales relativement généreux. Avec la chute des recettes en devises étrangères, ce type de dépenses est aujourd'hui menacé. Cela pourrait à son tour avoir des implications politiques à plus long terme pour la région. Lorsque les prix du pétrole ont chuté en 2014, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, le Bahreïn, Oman et les EAU ont réduit leurs subventions et introduit tout une série de nouvelles taxes pour couvrir les pertes (Al Tamimi, 2019).

69. Le FMI suggère que les pays du Golfe devront maintenant faire face à la baisse des prix du pétrole au seuil de rentabilité budgétaire. Le prix du pétrole au point mort est le prix minimum par baril dont un pays a besoin pour faire face à ses dépenses prévues tout en équilibrant son budget. En 2020, le prix du Brent au point d'équilibre budgétaire s'élevait à 75 dollars/baril pour l'Arabie saoudite, 77 pour Bahreïn, 80 pour Oman et 54 pour le Qatar. Les prix du Brent étant désormais bien inférieurs à ces niveaux, soit la région connaîtra des déficits budgétaires importants, soit les gouvernements devront réduire leurs dépenses publiques. Des réductions des dépenses sont prévues, mais les déficits budgétaires se creuseront encore en 2020, passant de 2,5 % en 2019 à 10,3 % en 2020 si le prix moyen du Brent est de 40 dollars/baril - la prévision actuelle de prix à moyen terme (Saadi, 2020). Les marges de manœuvre de l'État pour soutenir toute une série de projets ambitieux et d'aides sociales se rétrécissent donc. Pour prendre un exemple des choix difficiles auxquels sont confrontés les gouvernements de la région, l'Arabie saoudite semble vouloir réduire son programme de diversification économique tant vanté et a récemment annoncé son intention de tripler la taxe sur la valeur ajoutée pour compenser par anticipation le manque à gagner sur les recettes pétrolières.

70. Les mesures prises pour contenir le virus ont également eu un impact très négatif sur les économies de la région. Les gouvernements du Golfe ont agi avec empressement pour imposer des mesures de verrouillage. De nombreuses entreprises commerciales ont ainsi été fermées, tandis que les déplacements vers et dans la région ont été considérablement réduits. Cela a fortement ralenti l'activité économique, et ce n'est qu'en mai qu'un assouplissement de ces restrictions a commencé (Harb, 2020). Mais de nombreuses restrictions restent en place, et l'incertitude reste partout apparente.

71. Comme l'indique ce rapport, les dirigeants du CCEAG ont généralement reconnu le risque économique et politique à long terme associé à une dépendance excessive à l'égard de l'exportation de pétrole et de gaz, à leurs produits de base qui sont limités, aux conséquences évidentes du changement climatique et qui sont soumis à des fluctuations de prix brutales pouvant perturber les ambitions de développement économique plus équilibré des pays producteurs. Le prix des énergies renouvelables beaucoup plus propres ayant chuté de façon spectaculaire ces dernières années, les gouvernements de la région ont vu les choses en face et se sont efforcés de réduire leur dépendance à l'égard des exportations d'énergie et de diversifier leurs économies nationales. Ils ont utilisé leur importante richesse accumulée pour investir dans des programmes conçus pour réaliser ces ambitions, notamment dans les secteurs de la haute technologie, du tourisme, des voyages, de la

banque et de la finance ainsi que de la logistique (Kozhanov, 2020). Cependant, la crise mondiale et l'effondrement des prix du pétrole et du gaz mettent aujourd'hui tout cela en danger. Une réduction du soutien de l'État à une série de projets clés visant à moderniser ces sociétés semble désormais inévitable (Bordoff, 2020).

72. Les marchés du travail seront également touchés par la pandémie et ses retombées économiques. Les étrangers représentent environ 90 % de la population des EAU, 66 % au Koweït, 50 % à Oman et à Bahreïn, et 33 % en Arabie saoudite. Cette immense communauté de travailleurs migrants est confrontée à un ensemble de défis uniques, et les expatriations forcées et les licenciements de migrants, qui se sont produits lors de précédents ralentissements économiques, suscitent des inquiétudes. En effet, ce phénomène est déjà en cours et aura des répercussions, notamment dans les principaux pays exportateurs de main-d'œuvre que sont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et les Philippines. Bien que les gouvernements du CCEAG ne publient pas de données sur la nationalité des personnes infectées par la Covid-19, il semblerait que le virus se propage plus rapidement parmi les travailleurs étrangers. En Arabie Saoudite, on estime que quatre cas de coronavirus sur cinq concernaient des étrangers à la fin avril (*The Economist*, 2020). Ces groupes sont économiquement vulnérables. Plusieurs gouvernements du Golfe ont cependant exclu les ressortissants étrangers dans leur réponse à la crise sur le marché du travail. Les gouvernements saoudien et bahreïni ont promis de couvrir le manque à gagner dans les salaires de leurs propres ressortissants, mais la plupart des travailleurs étrangers ne peuvent prétendre à cette aide. Les Émirats arabes unis ont également modifié leurs lois pour permettre aux entreprises de rompre ou de restructurer des contrats avec des non-nationaux et faire pression sur les travailleurs migrants pour qu'ils prennent des congés sans solde (*Deutsche Welle*, 2020). Les travailleurs au chômage ne peuvent souvent même pas se permettre le voyage vers leur pays d'origine (*The Economist*, 2020), ce qui les rend vulnérables à l'exploitation. L'Inde et le Pakistan ont organisé des vols de rapatriement pour les ressortissants bloqués, mais l'ampleur des demandes dépasse les capacités. Rien qu'en mai, plus de 200 000 travailleurs indiens se sont inscrits pour être rapatriés des Émirats arabes unis, ainsi que 60 000 ressortissants pakistanais.

73. L'OIT déplore depuis longtemps l'absence de droits fondamentaux dont bénéficient les travailleurs migrants dans les pays du CCEAG, dont beaucoup vivent dans la pauvreté et la promiscuité (Sherlock, 2020). Les travailleurs migrants sont souvent logés dans des conditions de vie très exiguës, avec un accès limité à l'eau courante et aux installations sanitaires. Cela peut compliquer les efforts visant à promouvoir la distanciation sociale et d'autres mesures d'hygiène de base sont impossibles (Allinson, 2020). Il existe également des défis liés à la Covid dans le haut de l'échelle sur le marché du travail. De nombreux travailleurs de la santé, y compris les médecins, sont également des migrants. Quatre-vingt-cinq pour cent des médecins et des infirmières aux Émirats arabes unis, par exemple, ne sont pas citoyens de ce pays. Le chiffre pour l'Arabie saoudite est de 78 %. Certains de ces travailleurs essentiels ont choisi de retourner dans leur pays d'origine en pleine pandémie. Selon l'OIT, l'exode des travailleurs étrangers sera probablement plus important qu'il ne l'a été après la crise financière de 2008-2009 et la chute du prix du pétrole de 2014-2015. À Oman, par exemple, le nombre d'expatriés vivant dans le pays a diminué de plus de 340 000 en 2010 suite à la crise de 2008-2009. L'exode est susceptible d'être encore plus important dans le cadre de la crise actuelle. La Banque mondiale a signalé la plus forte baisse des envois de fonds des ménages dans l'histoire récente (*Deutsche Welle*, 2020).

74. La région du Golfe est également très dépendante des importations de denrées alimentaires et a dû faire face ces dernières années à des problèmes d'approvisionnement, dus à des goulets d'étranglement internationaux. Ce fut le cas en 2007, lorsque les prix des matières premières ont grimpé en flèche et qu'un certain nombre de pays exportateurs de denrées alimentaires ont commencé à restreindre leurs exportations. Les hauts responsables du Golfe sont maintenant préoccupés par d'éventuels problèmes d'approvisionnement alimentaire qui découleraient de la crise de la Covid-19. Des ruptures liées à la pandémie dans les chaînes mondiales d'approvisionnement alimentaire auraient un impact démesuré sur la région, et les gouvernements se sont mobilisés pour anticiper le problème (MEO, 2020). Les Émirats arabes unis ont réagi en

assouplissant les exigences en matière d'importation de denrées alimentaires, y compris les exigences antérieures concernant l'étiquetage en arabe. Après la dernière crise régionale d'approvisionnement alimentaire, il a investi dans les terres agricoles d'Europe de l'Est et d'Afrique afin d'assurer un approvisionnement alimentaire adéquat en temps de crise. Pour sa part, le Qatar a investi dans la production agricole nationale afin de renforcer sa propre sécurité alimentaire. Cela a atténué son sentiment de vulnérabilité, du moins pour certains produits alimentaires (Westall et Odeh, 2020). On craint que les travailleurs migrants ne soient particulièrement vulnérables aux pénuries alimentaires, car beaucoup d'entre eux ont été licenciés et seraient donc affectés par une hausse des prix.

75. Les restrictions de voyage posent une autre série de défis. Le Hadj et la Oumra, qui génèrent généralement quelque 12 milliards de dollars de revenus pour le Royaume wahhabite, soit l'équivalent d'environ 7 % du PIB total, ont été considérablement réduits en 2020 et ces revenus ont donc été perdus. Au 1er octobre 2020, l'Arabie saoudite avait signalé 334 605 cas de Covid-19 et 4 768 décès, les chiffres les plus élevés parmi les pays du CCEAG (*Worldometer*, Arabie saoudite, 2020).

76. Les Émirats arabes unis ont l'économie la plus diversifiée de la région, mais ils ont également été secoués par la crise actuelle. L'émirat de Dubaï est confronté à un défi économique particulièrement important, non seulement en raison de la faiblesse des prix du pétrole, mais aussi de l'effondrement du tourisme et des voyages et d'une bulle immobilière qui sera aggravée par un exode des travailleurs étrangers. Les EAU sont un important centre de transport, et la crise dans les secteurs du voyage et du tourisme a eu un impact négatif considérable sur l'économie de Dubaï (TRTWORLD, 2020). Le niveau d'endettement de Dubaï a atteint 80 % de son PIB et on craint qu'il ne faille le renflouer. Au 1er octobre 2020, les EAU avaient signalé 94 190 cas de Covid-19 et 419 décès. Quant au Qatar, il avait enregistré 125 760 cas et 214 décès (*Worldometer*, Qatar et EAU, 2020). Le Qatar est un important producteur de gaz et le prix de celui-ci a considérablement chuté, tout comme celui du pétrole.

77. Au 1er octobre 2020, le Koweït avait enregistré 105 676 cas de Covid-19 et 612 décès (*Worldometer*, Koweït, 2020). Le pays a imposé des mesures de confinement parmi les plus sévères de la région, obligeant les habitants à rester chez eux jusqu'à 16 heures par jour. Le Koweït est très dépendant des exportations de pétrole, et l'effondrement des prix l'a fortement touché. Mais les secteurs de l'aviation, de l'hôtellerie et de l'immobilier ont également tous été fortement affectés par la récession mondiale. Après plusieurs années de déficits budgétaires importants, les réserves financières du Koweït ont diminué, bien que le pays détienne toujours 45 milliards de dollars de réserves.

78. Au 1er octobre, le Bahreïn avait enregistré 70 864 cas de coronavirus et 251 décès (*Worldometer*, Bahreïn, 2020). Bahreïn et Oman sont les deux plus petites économies du Golfe et possèdent beaucoup moins d'actifs étrangers que leurs partenaires du CCEAG, plus grands et plus riches. Ils auront donc tous deux besoin d'un soutien extérieur pour gérer les retombées économiques de la pandémie et la baisse des prix de l'énergie. Les deux pays prévoient désormais des déficits budgétaires de l'ordre de 15 à 25 % de leur PIB. Bahreïn a annoncé une réduction des dépenses de 30 % et Oman réduira les dépenses publiques d'au moins 10 % (TRTWORLD, 2020). Bien qu'il ne détienne que 5 milliards de barils de réserves de pétrole, l'économie d'Oman dépend du secteur des hydrocarbures pour 80 % de ses recettes budgétaires (Cornell, 2020). La dette publique devrait donc augmenter en 2020 pour atteindre un niveau record de 77,1 % de son PIB (Owtram, 2020). Avec une situation budgétaire déjà tendue, la chute actuelle des prix du pétrole frappera l'économie d'Oman plus durement que celle des autres États du Golfe. Le gouvernement du Sultan Haitham (qui a succédé au Sultan Qabus en janvier) a déjà procédé à des réductions des dépenses publiques dans les infrastructures et les investissements futurs, les services, sur les salaires et les prochains programmes sociaux (Cornell, 2020). La crise actuelle met également en péril un projet de gaz intégré prévu avec Royal Dutch Shell et Total, et estimé à 19 milliards de dollars (Watkins, 2020).

79. Les difficultés d'Oman pourraient accroître sa dépendance à l'égard des prêts et des investissements chinois. Il est situé dans une position attrayante au regard de l'initiative chinoise BRI, le développement du port de Duqm étant un pôle de coopération phare. La dette existante due en 2021-2022 comprend 3,5 milliards de dollars en prêts chinois. L'octroi d'un allègement de la dette accorderait à Pékin un effet de levier supplémentaire. Quarante-cinq pour cent des exportations d'Oman sont désormais à destination de la Chine (Owtram, 2020), et la demande chinoise représente environ 85 % de la production d'Oman dans le secteur des hydrocarbures. La Chine a déjà promis 10 milliards de dollars d'investissements supplémentaires pour le développement du secteur pétrochimique autour de Duqm (Watkins, 2020). Les États-Unis envisagent d'établir une base militaire capable d'accueillir leurs porte-avions à Duqm.

80. La crise de la Covid-19 a eu quelques retombées sur la géopolitique du Golfe. Les EAU, par exemple, ont discrètement commencé à désamorcer leur hostilité verbale avec le gouvernement iranien en offrant une assistance médicale à l'Iran qui a eu le plus grand nombre de cas dans la région MOAN. Le Qatar et le Koweït, qui ont traditionnellement des relations un peu plus sereines avec l'Iran, ont également offert une assistance médicale. Cela peut être considéré comme faisant partie d'un effort régional général visant à inverser ce qui, fin 2019, semblait être une marche vers la guerre avec la République islamique. Le prince héritier des EAU, Mohamed ben Zayed, a également offert son aide au président syrien Bachar al-Assad, après avoir évité tout contact avec lui pendant un certain nombre d'années. Cela a été compris comme un élément de l'effort global des EAU pour améliorer les relations avec la Syrie et son régime. Il convient enfin de noter que les tensions entre plusieurs membres du CCEAG et le Qatar ont perduré tout au long de la pandémie. Ceux qui ont œuvré pour la réconciliation verront cet échec comme une occasion manquée (Fakhro, 2020).

XI. CONCLUSIONS

81. Avec le temps, l'Europe devra adopter une politique étrangère et de sécurité plus active pour la région du Golfe, conformément à ses intérêts en matière de sécurité régionale. Cela a des implications à la fois diplomatiques et militaires. À l'avenir, les gouvernements européens pourraient devoir déployer davantage de moyens navals dans la région pour défendre leurs propres intérêts dans ces eaux et pour travailler en tant que partenaire à part entière avec les pays de la région ainsi qu'avec les États-Unis.

82. Sur le plan diplomatique, l'Europe et les États-Unis devraient continuer à œuvrer pour réduire les tensions dans le Golfe, notamment en favorisant la réconciliation au sein du CCEAG et en veillant à ce que la rivalité entre l'Iran et les pays membres du Conseil de coopération ne conduise pas à des niveaux de conflit plus élevés (Scazzieri, 2019). Il est important que les États européens non membres de l'UE, comme la Norvège, la Turquie et le Royaume-Uni, participent aux efforts européens, car le continent dans son ensemble a intérêt à réduire les tensions dans la région et à maintenir des objectifs économiques et sécuritaires communs. Cela exige une diplomatie patiente et une consultation soutenue.

83. L'OTAN peut contribuer à faire en sorte que les États-Unis et leurs alliés et partenaires soient sur la même longueur d'onde en ce qui concerne le Golfe. L'OTAN offre un modèle de coopération en matière de sécurité qui reste pertinent pour les acteurs régionaux. L'OTAN peut offrir les options de formation qui sont nécessaires dans la région et favoriser une coopération plus approfondie. L'objectif visé devrait être d'établir une confiance mutuelle et de renforcer la stabilité régionale tout en aidant les acteurs régionaux à devenir plus autonomes et responsables de leur propre sécurité.

84. Mais la coopération avec ces gouvernements non démocratiques ne peut pas signifier que les pays occidentaux abandonnent leurs valeurs et leur engagement en faveur des droits humains. La stabilité à long terme dans le Golfe exigera de ces sociétés qu'elles deviennent plus ouvertes,

plus tolérantes et que leurs richesses soient réparties plus équitablement. Des efforts de réformes économiques sont en cours dans la région, et ils devraient être soutenus par les pays alliés. Mais les pays membres de l'OTAN ont une expérience précieuse dans des domaines tels que le renforcement de la société civile, la participation des citoyens au processus décisionnel, les droits humains, la diversification économique et la création de sociétés plus méritocratiques et plus entrepreneuriales. Les pays de l'Alliance doivent continuer à faire progresser ces valeurs même si elles se heurtent parfois à une forte résistance dans certains milieux dirigeants et dans certains secteurs de ces sociétés conservatrices.

85. Il est dans l'intérêt de la communauté internationale de soutenir l'effort du CCEAG en faveur des énergies renouvelables. Ces pays ont les ressources nécessaires pour se consacrer à cette importante transition et ils sont en mesure de démontrer que ces technologies peuvent être à la fois économiquement viables et écologiquement durables. Bien que cela puisse sembler aller à l'encontre des intérêts immédiats de ces importants producteurs d'énergie carbonée, ils reconnaissent par eux-mêmes qu'à long terme, leur développement dépendra de l'adhésion à un avenir fondé sur les énergies renouvelables, ce qui exigera de leur part nombre de réformes à la fois sur le plan administratif, mais aussi sur les plans éducatif et institutionnel.

BIBLIOGRAPHIE

- AFP (agence France-Presse), "L'Arabie Saoudite dit qu'elle ne normalisera pas ses liens avec Israël tant qu'il n'y aura pas de paix palestinienne : Les Palestiniens ont protesté contre l'accord, qu'ils considèrent comme une trahison de la part d'un acteur majeur du monde arabe 19", août 2020 <https://www.telegraph.co.uk/news/2020/08/19/saudi-arabia-says-will-not-normalise-ties-israel-palestinian/>
- AIE (agence américaine d'information sur l'énergie), "Short-Term Energy Outlook", 9 septembre, 2020 https://www.eia.gov/outlooks/steo/report/us_oil.php
- AIE, "La croissance des capacités renouvelables dans le monde s'est arrêtée en 2018 après deux décennies de forte expansion", 7 mai 2019, <https://www.iea.org/news/renewable-capacity-growth-worldwide-stalled-in-2018-after-two-decades-of-strong-expansion>
- Allinson, Tom, Sanders, Lewis IV, "Coronavirus deepens risks for migrant workers in the Gulf", DW, 1er mai 2020, <https://www.dw.com/en/coronavirus-deepens-risks-for-migrant-workers-in-the-gulf/a-53297391>
- Al-Jazeera, "Israël, les EAU et le Bahreïn signent des accords de normalisation négociés par les États-Unis", 15 septembre 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/9/15/israel-uae-and-bahrain-sign-us-brokered-normalisation-deals>
- Al-Jazeera, "Les États-Unis et les Émirats arabes unis pourraient s'entendre sur un accord sur les F-35 d'ici décembre : Reuters", Al Jazeera, 22 septembre 2020, <https://www.aljazeera.com/economy/2020/9/22/us-uae-may-agree-on-f-35-deal-by-december-reuters>
- Al-Kassim, Mohammad, "UAE-Israel deal changes the players in the Middle East energy game", Jerusalem Post, 26 septembre 2020, <https://www.jpost.com/metro/uae-israel-deal-changes-the-players-in-the-middle-east-energy-game-643625>
- Al-Tamimi, Naser, "La politique du CCG à l'égard de la Chine : Hedging against uncertainty", in China's Great Game in the Middle East, ed. Camille Lons, Conseil européen des relations extérieures, octobre 2019, https://www.ecfr.eu/page/-/china_great_game_middle_east.pdf
- Augustine, Babu Das, "GCC to lose \$270 billion in oil revenues in 2020, says IMF", Gulf News, 13 juillet 2020, <https://gulfnews.com/business/gcc-to-lose-270-billion-in-oil-revenues-in-2020-says-imf-1.1594640168553>
- Banque mondiale, "Coping with a Dual Shock : COVID-19 and Oil Prices", 14 avril 2020, <https://www.worldbank.org/en/region/mena/brief/coping-with-a-dual-shock-coronavirus-covid-19-and-oil-prices>
- Bartuška, Václav, Lang, Peter, et Nosko, Andrej, "The Geopolitics of Energy Security in Europe", dans New Perspectives on Shared Security : NATO's Next 70 Years, Carnegie Europe, 28 novembre 2019, <https://carnegieeurope.eu/2019/11/28/geopolitics-of-energy-security-in-europe-pub-80423>
- Behraves, Maysam, et Azizi, Hamidreza, "Les accords de paix d'Israël sont un cauchemar stratégique pour l'Iran", Politique étrangère, 14 septembre 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/09/14/israels-peace-deals-are-a-strategic-nightmare-for-iran/>
- Berger, Miriam, "Where U.S. troops are in the Middle East and Afghanistan, visualized, The Washington Post, 5 janvier 2020, https://www.washingtonpost.com/world/where-us-troops-are-in-the-middle-east-and-could-now-be-a-target-visualized/2020/01/04/1a6233ee-2f3c-11ea-9b60-817cc18cf173_story.html
- Brussels Times, "Israël et les EAU annoncent leur collaboration pour combattre Covid-19 avec l'AI", 8 juillet 2020, <https://www.brusselstimes.com/news/world-all-news/120594/israel-and-uae-announce-collaboration-to-fight-covid-19-with-ai/>
- Bordoff, Jason, "L'improbable gagnant du choc pétrolier de 2020 : Saudi Arabia", Foreign Policy, 5 mai 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/05/05/2020-oil-crash-winner-saudi-arabia/>
- Borshchevskaya, Anna, "Shifting Landscape : Russia's Military Role in the Middle East", The Washington Institute for Near East Policy, septembre 2019, <https://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/pubs/PolicyNote68.pdf>
- Brower, Derek et Anjali Raval, "US crude imports surge as Saudi oil 'armada' arrives", Financial Times, 28 mai 2020, <https://www.ft.com/content/75c32809-2cf7-40d6-9c27-b4131d372234>

- BP Statistical review of World Energy, 2019, <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2019-full-report.pdf>
- Brzozowski, Alexandra, "Huit Etats membres soutiennent la mission navale européenne dans le détroit d'Ormuz," Euractiv, 20 janvier 2020, <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/eight-member-states-back-european-led-naval-mission-in-strait-of-hormuz/>
- Cook, Steven A, "La Russie est en train de perdre la guerre du pétrole - et le Moyen-Orient", Politique étrangère, 9 avril 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/09/russia-saudi-arabia-oil-price-war-middle-east/>
- Cook, Steven A., "What's Behind the New Israel-UAE Peace Deal?", 17 août 2020, Council on Foreign Relations, <https://www.cfr.org/in-brief/whats-behind-new-israel-uae-peace-deal>
- Crowley, Michael, Halfinger, David M., "Bahrain Will Normalize Relations With Israel, in Deal Brokered by Trump", New York Times, 11 septembre 2020, <https://www.nytimes.com/2020/09/11/world/middleeast/bahrain-israel-trump.html>
- Cordell, Jake, "6 Things You Need to Know about OPEC+", The Moscow Times, 4 décembre 2019, <https://www.themoscowtimes.com/2019/12/04/6-things-opec-russia-a68409>
- Cooper, Helene, "Attacks expose flaws in Saudi Arabia's Expensive Military", New York Times, 19 septembre 2019, <https://www.nytimes.com/2019/09/19/us/politics/saudi-military-iran.html>
- Cordesman, Anthony H. "Rethinking a Key U.S. Strategic Interest: Energy Stability, Energy Independence and the United States as a Net Exporter", Center for Strategic and International Studies, 10 janvier 2017.
- Cornell, Philipp, "Après le coronavirus et les bas prix du pétrole, l'avenir d'Oman est plus global", Conseil atlantique, 14 juillet 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/after-the-coronavirus-and-low-oil-prices-omans-future-is-more-global/>
- The Defense Post, "La base navale française aux EAU accueillera la mission de surveillance maritime du Golfe menée par l'Europe, 25 novembre 2019, <https://thedefensepost.com/2019/11/25/france-uae-european-maritime-mission-persian-gulf/>
- Département d'État des États-Unis (a), "Accord de paix des Accords d'Abraham : Traité de paix, relations diplomatiques et normalisation complète entre les émirats arabes unis et l'État d'Israël", 15 septembre 2020, https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/09/UAE_Israel-treaty-signed-FINAL-15-Sept-2020-508.pdf
- Département d'État des États-Unis (b), "Accords d'Abraham : Déclaration de paix, de coopération et de relations diplomatiques et amicales constructives", 15 septembre 2020, https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/09/Bahrain_Israel-Agreement-signed-FINAL-15-Sept-2020-508.pdf
- Deutsche Welle, "Les Palestiniens quittent le rôle de la Ligue arabe à propos de l'accord EAU-Bahrein-Israël", 22 septembre 2020, <https://www.dw.com/en/palestinians-quit-arab-league-role-over-uae-bahrain-israel-deal/a-55017984>
- Dipaola, Anthony et Verity Ratcliffe, "Saudi attacks Reveal Supply Fragility in asymmetric war", Bloomberg, 15 septembre 2019, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-09-15/saudi-attacks-reveal-oil-supply-s-fragility-in-asymmetric-war>
- The Economist, 23 avril 2020, "Migrant workers in cramped Gulf dorms fear infection", , <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/04/23/migrant-workers-in-cramped-gulf-dorms-fear-infection>
- Elkind, "Energy, the Economy and Geopolitics in the Gulf Arab States, Columbia University/SIPA, Center on Global Energy Policy, avril 2018
- Eurostat, "Importations de produits énergétiques de l'UE - Évolution récente", novembre 2019, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_imports_of_energy_products_-_recent_developments
- Exartier, Vivien, "The Future of GCC Defense with NATO or as Arab NATO", Actes de la 49e conférence universitaire internationale, Dubrovnik, Institut international des sciences sociales et économiques, 27 août 2019, <https://www.iises.net/proceedings/iises-international-academic-conference-dubrovnik/table-of-content/detail?article=the-future-of-ggc-defense-with-nato-or-as-arab-nato->

- Fakhro, Elham, "COVID and Gulf Foreign Policy", International Crisis Group, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/covid-and-gulf-foreign-policy>, octobre 2019,
- Fulton, Jonathan, "China's Changing Role in the Middle East", Conseil atlantique, juin 2019, https://www.atlanticcouncil.org/wp-content/uploads/2019/06/Chinas_Changing_Role_in_the_Middle_East.pdf
- Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), "Bulletin statistique annuel", 2019, https://www.gecf.org/_resources/files/events/launch-of-the-gecf-annual-statistical-bulletin-2019/gecf-asb-2019.pdf
- Geranmayeh, Ellie, et Liik, Kadri, "Le nouveau couple de pouvoir : Russia and Iran in the Middle East", Conseil européen des relations extérieures, 2016, https://www.ecfr.eu/page/-/ecfr_186_-_the_new_power_couple_russia_and_iran_in_the_middle_east_pdf.pdf
- Goldberg, Jeffrey, "Saudi Crown Prince : Iran's Supreme Leader 'Makes Hitler Look Good'", The Atlantic, 2 avril 2018, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/04/mohammed-bin-salman-iran-israel/557036/>
- Grathwohl, Lucy, Conseil atlantique, "L'accord EAU-Israël sera le moteur de la croissance économique au Moyen-Orient, déclare le ministre de l'économie des Émirats", 18 septembre 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/uae-israel-accord-will-drive-economic-growth-in-the-middle-east-says-emirati-minister-of-economy/>
- Greer, Lucille, "China Should Broker Peace Between Saudi Arabia and Iran", The Diplomat, 24 septembre 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/china-should-broker-peace-between-saudi-arabia-and-iran/>
- Harb, Imad K, "Two Unwelcome repercussions of the Coronavirus in the Gulf Cooperation Council", Arab Center Washington DC, 24 mars 2020, http://arabcenterdc.org/policy_analyses/the-coronavirus-pandemic-and-the-arab-world-impact-politics-and-mitigation/#_ftn5
- Hashmi, Sameer, "Coronavirus leaves Gulf migrant workers stranded", BBC, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-52655131>
- Herzinger, Jonathan F., "UAE Deal Boosts Israeli Oil Pipeline Secretly Built With Iran", Foreign Policy, 4 septembre 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/09/04/uae-israel-iran-oil/>
- Kalush, Rima, "Dans le Golfe, les travailleurs migrants font les frais de la pandémie", Al-Jazeera, 1er juin 2020, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/gulf-migrant-workers-bear-brunt-pandemic-200529102238233.html>
- Karasik, Theodore et Tristan Ober, "L'influence militaire croissante de la France dans le golfe Arabique", Inside Arabia, 19 avril 2019, <https://insidearabia.com/france-expanding-military-influence-arabian-gulf/>
- Katz, Mark N., "Espoirs convergents, réalités divergentes : Russia and the Gulf in a Time of Troubles", The Arab Gulf States Institute in Washington, 2015, https://agsiw.org/wp-content/uploads/2015/11/Katz_Kamel_PDF_Draft-2.pdf
- Kimani, Alex, "Gulf Nations Are Desperate For Higher Oil Prices", Oilprice.com, 27 septembre, 2020, <https://oilprice.com/Energy/Oil-Prices/Gulf-Nations-Are-Desperate-For-Higher-Oil-Prices.html>
- Koch, Christian, "L'Europe a besoin d'une approche politique globale dans le Golfe", Nouvelle Europe, 7 octobre 2019, <https://www.neweurope.eu/article/europe-needs-a-comprehensive-policy-approach-in-the-gulf/>
- Kozhanov, Nikolay, "Can Saudi Arabia win the oil price war ?", The Middle East Institute, 8 avril 2020, <https://www.mei.edu/publications/can-saudi-arabia-win-oil-price-war>
- Lons, Camille, Fulton, Jonathan, Sun, Degang et Al-Tamimi, Naser, "Le grand jeu de la Chine au Moyen-Orient", Conseil européen des relations extérieures, octobre 2019, https://www.ecfr.eu/page/-/china_great_game_middle_east.pdf
- Mammadov, Rauf, "La Russie au Moyen-Orient : Energy Forever " ?", dans Russia in the Middle East, eds. Theodore Karasik et Stephen Blank, The Jamestown Foundation, 2018, <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2018/12/Russia-in-the-Middle-East-online.pdf?x87069#page=225>

- McGrath, Matt, "Changement climatique : la dernière décennie confirmée comme la plus chaude jamais enregistrée", 15 janvier 2020, <https://www.bbc.com/news/science-environment-51111176>
- Mehta, Aaron, "Au milieu des rumeurs sur les F-35 aux EAU, Esper s'engage à soutenir le bord israélien", Defense News, 22 septembre 2020, <https://www.defensenews.com/pentagon/2020/09/22/amidst-f-35-to-uae-rumors-esper-pledges-to-support-israeli-edge/>
- MEO, Middle East Monitor, "The Gulf's Coronavirus Challenges", 16 avril 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20200416-the-gulfs-coronavirus-challenges/>
- Mitrova, Tatiana, "La stratégie énergétique de la Russie", Conseil atlantique : Eurasia Center, juillet 2019, https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/resources/docs/AtlanticCouncil_Russias_Energy_Strategy.pdf
- Mitrova, Tatiana, et Yermakov, Vitaly, "Russia's Energy Strategy-2035 : Struggling to Remain Relevant", Études de l'Ifri, décembre 2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/mitrova_yermakov_russias_energy_strategy_2019.pdf
- Nasdaq, graphique des prix du pétrole brut : CL:NMX, à partir du 8 janvier 2020, <https://www.nasdaq.com/market-activity/commodities/cl%3Anmx>
- Oosterveld, Willem, "La Chine au Moyen-Orient : Testing the Waters, Linking the Lands", The Diplomat, 25 août 2017, <https://thediplomat.com/2017/08/china-in-the-middle-east-testing-the-waters-linking-the-lands/>
- OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), "OPEC share of world crude oil reserves, 2018", 2018, https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/330.htm?fbclid=IwAR0tU8TwmJCsJSJq0D4DzwTn2JzWzmhwEabOuWKCm09QQ3InvKMhX4aLXyo
- Osiewicz, Przemyslaw, "L'UE et le Moyen-Orient : In search of a strategy", Middle East Institute, 24 janvier 2019, <https://www.mei.edu/publications/eu-and-middle-east-search-strategy>
- Owtram, Francis, "Oman dans la pandémie COVID-19 : People, Policy and Economic Impact", Blogs de la LSE, 23 juillet 2020, <https://blogs.lse.ac.uk/mec/2020/07/23/oman-in-the-covid-19-pandemic-people-policy-and-economic-impact/>
- Parask, Tsvetana, "Saudi Arabia Wants Record Oil Output Cuts To Last Till End 2020", 28 mai 2020, <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Saudi-Arabia-Wants-Record-Oil-Output-Cuts-To-Last-Till-End-2020.html>
- Perniceni, Ada, "Why oil-rich Gulf countries need to invest in renewable energy", Forum économique mondial, 30 septembre 2019. <https://www.weforum.org/agenda/2017/05/why-oil-rich-gulf-countries-need-to-invest-in-renewable-energy/>
- Rapier, Robert, "How The U.S. Has Reduced Its Dependence On Middle East Oil", Pétrole. Com, 15 janvier 2020, <https://oilprice.com/Energy/Energy-General/How-The-US-Has-Reduced-Its-Dependence-On-Middle-East-Oil.html>
- Reuters, 14 juin 2019, "Saudi Arabia Agrees Iran was behind tanker attacks says Adel al-Jubeir", <http://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2019/06/14/Saudi-Arabia-agrees-Iran-was-behind-tanker-attacks-says-Adel-al-Jubeir.html>
- Rystad Energy, Oilprice.com, "U.S, Shale Recovery Leans On Huge Inventory Of DUCs", <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/US-Shale-Recovery-Leans-On-Huge-Inventory-Of-DUCs.html>
- Rumer, Eugene, "La Russie au Moyen-Orient : Jack of all Trades, Master of None", Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2019, <https://carnegieendowment.org/files/WP-Rumer-MiddleEast.pdf>
- Saadi, Dania, "Gulf region to suffer worst recession in 2020 due to oil crash, coronavirus", S&P Global, 2 juin 2020, <https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/oil/060220-gulf-region-to-suffer-worst-recession-in-2020-due-to-oil-crash-coronavirus-iif>
- Saaman, Jean-Loup, "Vers une OTAN du Golfe ? The Challenges of Collective Defense within the GCC", US Army War College Strategic Studies Institute, septembre 2017, <https://publications.armywarcollege.edu/pubs/3363.pdf>

- Scazzieri, Luigi, "A Troubled Partnership : The US and Europe in the Middle East", Centre for European Reform, 10 juillet 2019, <https://www.cer.eu/publications/archive/policy-brief/2019/troubled-partnership-us-and-europe-middle-east>
- Scita, Jacopo, "La Chine ne va pas résoudre la crise actuelle au Moyen-Orient, mais elle pourrait s'impliquer dans la prochaine", Business Insider, 2 octobre 2019, <https://www.businessinsider.com/china-cant-resolve-persian-gulf-crisis-may-help-next-one-2019-10?r=US&IR=T>
- Seligman, Lara et Keith Johnson, "Britain's Power Play in the Persian Gulf", Foreign Policy, 4 juillet 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/07/24/britains-power-play-in-the-persian-gulf/>
- Sheppard, David, "'Upsurge' in Covid cases will weigh on demand for oil, warns IEA", Financial Times, 13 août 2020, <https://www.ft.com/content/d3d271c4-46b7-4943-a579-78813d0583cd>
- Sherlock, Ruth, "Migrants Are Among The Worst Hit By COVID-19 In Saudi Arabia And Gulf Countries", NPR, 5 mai 2020, <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/05/05/850542938/migrants-are-among-the-worst-hit-by-covid-19-in-saudi-arabia-and-gulf-countries?t=1589286362603>
- Srivastava, Mehul, Kerr, Simeon, Angleterre, Andrew, "Israeli business seeks new chapter in UAE trade after historic deal", Financial Times, 31 août 2020, <https://www.ft.com/content/55127d22-d2e6-4ab7-81e6-cf5658467ccc>
- Standish, Reid, et Mackinnon, Amy, "Putin Moves to Heighten Russia's Role After Suleimani Killing", Foreign Policy, 8 janvier 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/01/08/putin-suleimani-russia-iran/>
- Teer, Joris, "China in the Persian Gulf Crisis - Why It Can't Be Overlooked", The London Globalist, 13 octobre 2019, <https://www.thelondonglobalist.org/china-in-the-persian-gulf-crisis-why-it-cant-be-overlooked>
- Tenti, Duccio Maria, "L'Europe et le Golfe : New dialogue opportunities between the E.U. and CCASG Countries against the background of shared concerns and goals", aboutenergy.com, https://www.aboutenergy.com/en_IT/topics/europe-golf.shtml
- Trenin, Dmitri, "La Russie au Moyen-Orient : Moscow's Objectives, Priorities, and Policy Drivers", Carnegie Endowment for International Peace & The Chicago Council on Global Affairs, 2016, https://carnegieendowment.org/files/03-25-16_Trenin_Middle_East_Moscow_clean.pdf
- TRTWORLD, "Gulf economies face a fight for survival as impact of coronavirus bites", 13 mai 2020, <https://www.trtworld.com/magazine/gulf-economies-face-a-fight-for-survival-as-impact-of-coronavirus-bites-36277>
- Wainer David, "Why U.A.E. Struck a Deal With Israel and Why It Matters", 20 août 2020, https://www.washingtonpost.com/business/why-uae-struck-a-deal-with-israel-and-why-it-matters/2020/08/19/0da78b54-e1d4-11ea-82d8-5e55d47e90ca_story.html
- Watkins, Simon, "Le producteur de pétrole du Golfe, Oman, est à court d'options", Oil Price.com, 1er juillet 2020, <https://oilprice.com/Energy/Energy-General/Gulf-Oil-Producer-Oman-Is-Quickly-Running-Out-Of-Options.html>
- Watkins, Simon, "Why the Saudis are lying about their oil production", Oilprice.com, 23 septembre 2019, <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Why-The-Saudis-Are-Lying-About-Their-Oil-Production.html>
- Webb, Amanda, "L'Initiative de coopération d'Istanbul à 15 ans", La Revue de l'OTAN, 16 décembre 2019
- Wemer, David A. et al. "Les marchés mondiaux de l'énergie peuvent-ils résister à l'attaque du pétrole saoudien ?" New Atlanticist, The Atlantic Council, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/can-global-energy-markets-withstand-the-attack-on-saudi-oil/>
- Wemer, David A., "L'Arabie Saoudite et la Russie se disputent la réponse pétrolière au coronavirus : Will everyone lose ?", Conseil atlantique, 9 mars 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/saudi-arabia-and-russia-feud-over-coronavirus-oil-response-will-everyone-lose/>
- Westall, Sylvia et Layan Odeh, "Virus, Expats and Ramadan Stress Test Food Security in Gulf", 16 avril 2020, <https://www.bloombergquint.com/politics/pandemic-expats-and-ramadan-stress-test-food-security-in-gulf>

Worldometer, Coronavirus, 1er octobre 2020,

<https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries>

Worldometer, Koweït, 1er octobre 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/kuwait/>

Worldometer, Qatar, 1er octobre 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/qatar/>

Worldometer, Arabie Saoudite, 1er octobre 2020,

<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/saudi-arabia/>

Yee, Vivian, "U.A.E. Becomes First Arab Nation to Open a Nuclear Power Plant", The New York

Times, 1er août 2020, <https://www.nytimes.com/2020/08/01/world/middleeast/uae-nuclear-Barakah.html>
